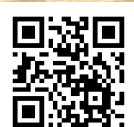


LA « DÉCLARATION D'ALGER » ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le Sommet du GECF, un succès

La «Déclaration d'Alger» a été adoptée, hier samedi, à l'unanimité à l'issue du 7^e Sommet des chefs d'Etats et de Gouvernements des pays exportateurs de gaz (GECF) qui s'est déroulée au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal, Alger. Lors de son allocution de clôture, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que la Déclaration d'Alger était un pas important pour relever les défis actuels et futurs. Lire pages 2 et 3



RACCORDEMENT DES STATIONS DE
DESSALEMENT AUX RÉSEAUX DE
DISTRIBUTION

**Achèvement
des projets fin 2024** P4

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

**L'inflation est repartie
à la baisse** P5

AUTOMOBILES

**Début
de l'acquittement des
vignettes pour 2024** P5

SONATRACH ET LE
VÉNÉZUÉLIEN PDVSA
**Signature de deux
mémoires
d'entente**

Le Groupe Sonatrach et la compagnie pétrolière vénézuélienne (PDVSA), par le biais de leurs PDGs et sous la supervision du ministre de l'Energie Mohamed Arkab, viennent de signer deux mémoires d'entente en marge du 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) qui se tient à Alger. Le premier mémoire d'entente concerne les moyens de renforcer et de promouvoir la coopération entre les deux sociétés dans le domaine de l'Energie, notamment la prospection, l'exploitation et la production des hydrocarbures, la pétrochimie et la maintenance en matière d'industrie pétrolière et gazière, a expliqué M. Hachichi. Quant au second mémoire d'entente, explique le même responsable, il prévoit la formation dans le domaine des hydrocarbures. La formation des techniciens et des ingénieurs du Venezuela sera assurée par l'Institut algérien du pétrole (IAP) relevant de Sonatrach. Dans une déclaration à la presse, le PDG de Sonatrach a salué le renforcement de la coopération technique avec les pays producteurs notamment le Venezuela. De son côté, son homologue de la compagnie vénézuélienne PDVSA, qui est également ministre du Pétrole de la République du Venezuela, a affirmé que le gaz représente une question d'intérêt commun entre l'Algérie et le Venezuela ayant réaffirmé, à maintes reprises, leur volonté de renforcer et de promouvoir leur coopération dans ce domaine.

MOHAMED HAMEL, SG DU GECF

«L'âge d'or du gaz naturel est encore devant nous»

Le Secrétaire général (SG) du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), Mohamed Hamel, a affirmé, samedi à Alger, l'importance du gaz naturel dans l'avenir du marché énergétique mondial, soulignant la nécessité de renforcer l'investissement dans cette ressource, au vu de son rôle dans le développement économique, la prospérité sociale et la protection de l'environnement.

Par R. E.

Dans son allocution à l'ouverture du 7e Sommet du GECF, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Centre international des Conférences « Abdelatif Rahal », M. Hamel a indiqué que « l'âge d'or du gaz naturel est devant nous et non derrière nous », en témoignant les prévisions sur la part du gaz naturel dans le mix énergétique mondial, devant passer de 23% actuellement, à 26% à l'horizon 2050. Après avoir précisé que cette évolution devrait être accompagnée par des investissements mondiaux dans l'industrie du gaz, d'une valeur de 9 trillions USD à

l'horizon 2050, M. Hamel a assuré que l'appel à arrêter l'investissement dans le domaine de l'industrie du gaz sous prétexte de protéger l'environnement, est « un appel trompeur » qui ne mènera qu'au retour à l'utilisation du charbon, avec ses retombées négatives sur l'environnement. Il a affirmé, dans ce sens, que le gaz naturel, en tant que ressource disponible et propre, devra « nous permettre de réaliser les objectifs du développement durable (ODD), en assurant une transition énergétique sans marginalisation », estimant que le renforcement du rôle du gaz naturel contribue à réduire les gaz à effet de serre, outre sa contribution à assurer la sécurité alimentaire, étant donné que

le gaz naturel est l'une des ressources utilisées dans la production d'engrais agricoles. Evoquant « le rôle éminent » du GECF sur l'échiquier énergétique mondial, le SG du GECF dont l'Algérie est membre fondateur, a souligné l'engagement des pays membres à poursuivre le développement de la chaîne gazière pour garantir le bien-être des peuples, tout en investissant dans la réduction de l'empreinte carbone, le torchage, l'amélioration de l'efficacité énergétique, et l'intégration des énergies renouvelables. M. Hamel a également insisté sur le fait que le Forum « a dessiné les contours de l'avenir énergétique, notamment du gaz naturel, comme levier et plateforme de coopération et de dialogue ».

SOMMET GECF

Signature de deux d'accord avec l'AFREC et l'ERIA

Le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) a signé, vendredi à Alger, en marge des travaux du 7ème sommet du Forum des pays exportateurs de gaz, deux protocoles d'accord avec la Commission africaine de l'énergie (AFREC) et avec l'Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est (ERIA), visant à renforcer la coopération énergétique en Afrique et en Asie de l'Est et du Sud-Est, a indiqué le GECF dans un communiqué. «Le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) est fier d'annoncer

la signature de deux protocoles d'accord essentiels : d'abord avec la Commission africaine de l'énergie (AFREC) et, ensuite, avec l'Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est (ERIA). Les partenariats avec l'AFREC et l'ERIA impliqueront le partage d'expertise, la conduite de recherches conjointes et l'organisation d'ateliers dans le secteur de l'énergie en vue de promouvoir le développement durable et les progrès technologiques en Afrique et en Asie de l'Est et du Sud-Est», a précisé la même source. Le premier protocole d'accord

entre le GECF et l'AFREC représente, selon le communiqué, "une étape importante vers la réduction de la pauvreté énergétique et le renforcement de la sécurité énergétique en Afrique, s'alignant sur les objectifs des deux parties de promouvoir un développement socio-économique durable et inclusif". Ainsi, le GECF et l'AFREC s'engagent à "travailler en étroite collaboration pour exécuter les activités décrites et partager leurs expériences et meilleures pratiques dans le secteur de l'énergie" a fait savoir le GECF, soulignant que la collaboration englobera

des activités conjointes dans les domaines de l'analyse du marché de l'énergie, des données et informations, du progrès technologique et des stratégies de décarbonation du système énergétique. S'agissant du deuxième protocole d'accord signé avec ERIA, le GECF a affirmé que cet accord représentait "l'engagement des deux parties à renforcer la coopération et la collaboration, avec un objectif commun de promouvoir un développement durable, sûr, équitable et respectueux de l'environnement dans le secteur de l'énergie".

PROJET DU GAZODUC TRANSSAHARIEN

Le ministre nigérien du pétrole réitère l'engagement de son pays

Le ministre d'Etat chargé des Ressources pétrolières du Nigeria, Ekperikpe Ekpo a réitéré l'engagement et la détermination de son pays à concrétiser le projet du gazoduc transsaharien Nigeria-Niger-Algérie, a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. Reçu par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, en marge de la Réunion ministérielle ex-

traordinaire du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), le ministre d'Etat chargé des Ressources pétrolières du Nigeria "a réitéré l'engagement et la détermination de son pays à concrétiser ce projet vital et stratégique qui renforcera les approvisionnements en gaz dans le marché mondial", précise la même source. Les deux parties ont passé en revue les relations de coopération bilatérale

entre les deux pays dans le domaine énergétique, ainsi que les opportunités d'investissement et l'échange d'expertises entre les deux pays notamment en matière d'exploration et de production d'hydrocarbures, de pétrochimie, outre le transport et la commercialisation du gaz naturel, et ce, en présence du PDG du groupe Sonatrach et de cadres du ministère de l'Energie et des Mines. Les deux

parties se sont aussi félicitées du niveau de dialogue et de concertation entre les deux pays, notamment au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et du GECF, dans l'objectif de contribuer à la stabilité des marchés pétrolier et gazier au mieux des intérêts communs des producteurs et des consommateurs, conclut le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LA « DÉCLARATION D’ALGER » ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ

Le Sommet du GECF, un succès

La « Déclaration d’Alger » a été adoptée, hier samedi, à l’unanimité à l’issue du 7e Sommet des chefs d’Etats et de Gouvernements des pays exportateurs de gaz (GECF) qui s’est déroulée au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal, Alger. Lors de son allocution de clôture, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que la Déclaration d’Alger était un pas important pour relever les défis actuels et futurs.

Par Sirine R

« La Déclaration d’Alger, qui vient d’être adoptée, est un pas important pour relever les défis actuels et futurs », a précisé le président de la République dans une allocution prononcée à la clôture des travaux du Sommet, ajoutant que la Déclaration d’Alger « traduit notre détermination à étendre l’utilisation du gaz avec la compétence et la durabilité requises dans un monde marqué par des mutations accélérées ».

« Nous avons réitéré notre engagement à conforter la place de notre Forum en tant que tribune de dialogue et de coopération régionale et internationale, qui attire aujourd’hui de nouveaux membres, tout en insistant sur les droits souverains des pays membres sur leurs ressources gazières et notre rôle prépondérant en matière de soutien au développement durable et de la sécurité énergétique mondiale en accord avec les objectifs des Nations unies », a ajouté le président de la République. Réitérant l’engagement de l’Algérie « à soutenir le développement économique et la sécurité énergétique mondiale, en harmonie avec les objectifs des Nations unies », le chef de l’État a indiqué que « l’Algérie, en tant que pays hôte de l’Institut de recherche sur le gaz, et en étroite collaboration avec le Forum, s’engage à coopérer avec les États membres dans ce domaine afin de renforcer la position du gaz en tant que ressource durable et respectueuse de l’environnement, en particulier à l’aube d’une nouvelle ère, où une collaboration et un dialogue renouvelés peuvent contribuer à façonner une vision collective qui consacre les principes de partage des risques et des bénéfices » et « à l’importance des contrats à long terme pour assurer la continuité des investissements, ce qui est l’objectif principal des Etats du Forum ». Une vision devant « contribuer à préserver les intérêts du producteur et de l’investisseur ».

A cet égard, le Forum s’engage « à améliorer la qualité de l’approvisionnement en énergie et de la consommation dans le cadre d’une politique durable qui établit un équilibre entre la sécurité énergétique, le développement

durable et la protection de l’environnement, pour un avenir prospère pour les futurs générations », a conclu le Président Tebboune. Dans une déclaration à la presse, le Président Tebboune a affirmé que le 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) était couronné de succès. « Le Sommet a été couronné de succès, grâce à une large participation aux travaux », a-t-il déclaré à la presse au terme des travaux du 7e Sommet des chefs d’Etat et de Gouvernement du GECF.

Les principaux points de la Déclaration d’Alger

Adoptée, à l’unanimité à l’issue du 7e Sommet des chefs d’Etats et de Gouvernements des pays exportateurs de gaz (GECF), la « Déclaration d’Alger » a réaffirmé, les droits souverains absolus et permanents des pays membres sur leurs ressources en gaz naturel. Tout en réitérant le soutien aux pays dans leur « lutte incessante contre la pauvreté énergétique », la « Déclaration d’Alger » a souligné la condamnation des pays membres du GECF « de toutes les restrictions économiques unilatérales entreprises sans l’approbation préalable du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que de toute application extraterritoriale de lois et réglementations nationales contre les pays membres du GECF qui ont un impact négatif sur le développement et le commerce du gaz naturel et mettent en péril la sécurité de l’approvisionnement en gaz naturel ».

Dans la Déclaration d’Alger, lue par le ministre de l’Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, devant les participants au Sommet, le GECF évoque « l’inquiétude face à la volatilité récurrente de la demande de gaz naturel qui affecte négativement la performance de l’économie mondiale », mettant en avant « la détermination (des pays membres) à travailler avec toutes les parties pour parvenir à des marchés du gaz naturel équilibrés et fiables ». Dans le même document, le GECF a exprimé sa préoccupation « face à la volatilité récurrente de la demande de gaz naturel qui affecte négativement les performances économiques mondiales » et sa détermination « à travailler avec toutes les parties pour parvenir à des marchés du gaz naturel équilibrés et

fiables ».

A ce propos, la « Déclaration d’Alger » a mis en valeur « l’importance des contrats de gaz naturel à moyen et long terme, des prix du gaz naturel équitables et stables et des investissements soutenus dans le gaz naturel pour renforcer la sécurité énergétique et soutenir le développement de systèmes énergétiques résilients ».

Les membres du GECF ont exprimé leur engagement à renforcer leur collaboration pour fournir « un approvisionnement en gaz naturel efficace et fiable » et d’« étendre l’utilisation du gaz naturel pour le développement durable et l’atténuation et l’adaptation au changement climatique ».

La « Déclaration d’Alger » a également mis en avant le soutien du GECF « à un dialogue solide et significatif entre les producteurs, les consommateurs et les autres parties prenantes concernées, en vue d’assurer la sécurité de la demande et de l’offre, de favoriser la stabilité du marché et de plaider en faveur de marchés du gaz naturel ouverts, transparents, sans entrave et non discriminatoires ».

Le même document a mis l’accent sur le rôle fondamental du gaz naturel dans « la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies », « la satisfaction des besoins énergétiques mondiaux croissants et la garantie d’un accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous ». Sur un autre registre, la « Déclaration d’Alger » désapprouve « la mise en œuvre unilatérale d’actions et de mesures fiscales sans précédent, prétendument justifiées par la garantie de la sécurité d’approvisionnement énergétique de certains, au détriment des règles du marché du gaz naturel, et au risque d’accroître les déséquilibres au détriment des populations vulnérables ».

Cela implique ajoute la « Déclaration d’Alger », la défense du gaz naturel en tant que « source d’énergie essentielle pour un avenir juste, inclusif et prospère, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte » et « contribuer à l’inclusion du gaz naturel en tant que ressource naturelle écologiquement durable dans les réglementations climatiques, d’investissement et fiscales, les opérations bancaires internationales et le commerce mondial ».

STABILISATION DES
MARCHÉS
ÉNERGÉTIQUES
MONDIAUX

**Le président
irakien
salue le rôle
de l’Algérie**

Le président irakien, Abdul Latif Jamal Rashid, a salué, samedi à Alger lors des travaux du 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) qui se sont tenus à Alger, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le rôle joué par l’Algérie pour assurer la stabilité des marchés énergétiques mondiaux, en rapprochant les vues des pays producteurs.

« Je tiens à saluer le rôle historique de l’Algérie, qui fut primordial dans la stabilité des prix du pétrole et des marchés mondiaux », a déclaré M. Rashid dans son allocution lors des travaux du Sommet au Centre international des Conférences (CIC) Abdelatif Rahal. Dans ce cadre, le président irakien a relevé que l’Algérie avait « accompli un travail pionnier pour rapprocher les vues entre les pays producteurs de pétrole au sein et en dehors de l’OPEP pour parvenir à des accords historiques ».

Par ailleurs, il a affirmé que le 7e Sommet du Forum vient confirmer le rôle de l’industrie du gaz dans l’avenir de l’énergie, et celui du GECF « en tant qu’acteur essentiel dans la stabilisation du marché et son efficacité, main dans la main avec l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ».

Le président irakien a, également, fait observer que le Forum était « soucieux » de coordonner les visions et les positions avec l’OPEP, ce qui a encouragé l’Irak à exprimer sa volonté d’adhérer au Forum en tant que membre observateur, en vue d’obtenir une adhésion complète.

Le Forum œuvre à atteindre une stabilité qui conforterait la position des pays exportateurs et des consommateurs, voire l’industrie gazière qui requiert des efforts et un financement importants en matière de production et d’approvisionnement, a ajouté le président irakien.

GECF

Le Sénégal engagé à la réalisation des objectifs stratégiques du Forum

Le président du Sénégal, Macky Sall, dont le pays participe, pour la première fois, à la réunion du 7e Sommet des chefs d’Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, samedi à Alger, l’engagement de son pays à la réalisation des objectifs stratégiques du forum. Lors de la séance plénière du sommet, le président sénégalais a exprimé ses sincères remerciements pour l’invitation qui lui a été adressée par le président de la Répu-

blique pour participer au Sommet, se félicitant de la participation de son pays, pour la première fois, à ce Sommet après l’annonce de son adhésion, vendredi, lors de la réunion ministérielle extraordinaire du Forum. Le président sénégalais a mis en avant les découvertes réalisées par son pays dans le domaine gazier et qui s’élèvent, selon les chiffres qu’il a avancés, à 110 milliards de m3, outre 50 % d’un gisement gazier partagé avec la Mauritanie ainsi que des périmètres riches en ressources énergétiques situés au sud du pays. M. Macky Sall a

réaffirmé « l’engagement de son pays à la réalisation des objectifs stratégiques du Forum concernant notamment la nécessité d’adapter l’utilisation des nouvelles technologies à l’industrie gazière, et d’élargir l’utilisation de cette énergie pour la réalisation du développement économique de nos communautés dans le cadre du développement durable ». Le président sénégalais a souligné, par ailleurs, que le gaz naturel « est une source d’énergie vitale pour l’économie mondiale, ce qui requiert une bonne préparation pour une transition énergétique équitable

», ajoutant que le Sénégal poursuit ses efforts dans le domaine des hydrocarbures en collaboration avec les pays précurseurs dans ce domaine, afin de tirer profit de leurs expertises dans le développement des ressources humaines et gazières. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé après l’intervention de son homologue sénégalais, que « l’Algérie mettra tous ses moyens, notamment dans les domaines de l’ingénierie, de l’exploitation et de la formation, à la disposition du peuple sénégalais frère ».

AGRICULTURE
Présentation
de la 1^{er} édition
du catalogue national
des produits de terroir

La première édition du catalogue national des produits de terroir a été présentée, mercredi à Alger, avec 190 produits agricoles divers identifiés à travers les différentes régions du pays. Elaboré selon la méthodologie de la FAO, le catalogue comporte 98 produits répertoriés avec leurs fiches techniques et 92 autres identifiés et inventoriés en attente d'être valorisés d'après leurs signes distinctifs et spécifiques, notamment leurs indications géographiques et leurs appellations d'origine, ont expliqué les réalisateurs de cet ouvrage lors de la cérémonie de présentation tenue au siège de l'Institut national de la recherche agromique (INRA). Pour Naïma Bouras, sous-directrice chargée de l'Agriculture biologique et de la labellisation au niveau du ministère de l'Agriculture et du développement rural, "il s'agit d'un outil indispensable, car il permet aux pouvoirs publics de disposer d'une base de données permettant de mettre en œuvre une stratégie de promotion d'une agriculture axée sur le développement rural durable et la promotion du terroir". Selon ses explications, les produits du catalogue ont été sélectionnés sur la base de plusieurs critères dont la qualité spécifique liée à la zone de production, le climat, le sol, les facteurs génétiques, en plus de certains facteurs humains comme les connaissances et le savoir-faire traditionnel des agriculteurs locaux transmis à travers les générations. Pour sa part, Fatiha Guerrouche, de l'Institut national de la vulgarisation agricole (INVA), a affirmé que la finalité de ce travail élaboré sur une période de deux ans, était de "répertoire notre riche patrimoine en matière de produit de terroir, de mettre en avant la qualité de cette richesse animal et végétal, en vue de la préserver et de de la protéger de manière pérenne". Parmi les produits phares du catalogue présenté lors cette rencontre, figure la vedette des dattes algériennes Deglet Nour de Tolga (Biskra) qui est déjà labellisée ainsi que la datte Gourara de la wilaya d'Adrar. Dans la catégorie des ovins répertoriés, on retrouve six races dont le mouton d'Ouled Djellal, la race Rembi, la race Hamra, reconnus mondialement par la saveur de leur chair. Le catalogue répertorie également une longue variété de fruits et légumes, ainsi que des miels de différentes régions dont le miel massif de Chréa (Blida) et le miel de jububier originaire de Djelfa et de Laghouat. On retrouve également des variétés de fromages de différentes régions du pays dont le fromage Bouhezza (labellisé). Le catalogue comporte en outre des plantes aromatiques et médicinales. "La liste est loin d'être exhaustive et elle ne le sera jamais d'ailleurs, vue la richesse et la variété de nos ressources", commente Mme Guerrouche, qui insiste sur l'importance d'intégrer une approche sociale et culturelle dans l'identification et la protection du patrimoine agricole national. Présent à cette rencontre, le directeur du bureau de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en Algérie, Mohamed Saleck Ahmed Ethmane, a souligné le rôle de la labellisation des produits du terroir dans le développement local et le processus de diversification de l'économie algérienne, assurant la contribution de l'organisation dans cette démarche. Dans ce sens, il a fait part d'un projet en cours, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et l'Institut national algérien de propriété industrielle (INAPI), pour la labellisation du miel de Cherchar (Khenchela) et de l'huile de Sig (Mascara).

R E.

RACCORDEMENT DES STATIONS
DE DESSALEMENT AUX RÉSEAUX DE DISTRIBUTION

Achèvement
des projets fin 2024

Le ministère de l'Hydraulique accélère la cadence des travaux de raccordement des stations de dessalement aux réseaux de distribution. Selon le ministre Taha Derbal, les projets de raccordement des cinq (5) stations de dessalement en cours de réalisation aux réseaux de distribution seront opérationnels, fin 2024, parallèlement à la mise en service de ces stations.

Par Slimane T

S'exprimant lors d'une audition sur la sécurité hydrique tenue par la commission de la Défense nationale de l'Assemblée populaire nationale (APN) sous la présidence de M. Gharbi Abdelbaset, président de la commission, le ministre a indiqué que ces grandes stations d'une capacité de production de 300.000 m3/jour en cours de réalisation à Cap-blanc (Oran), Fouka 2 (Tipasa), Cap-Djenat 2 (Boumerdes), Bejaïa et El Tarf, connaissent un rythme de réalisation accéléré, ajoutant que ces systèmes seront opérationnels parallèlement à la mise en service, fin 2024, de ces stations. Le lancement de ces stations permettra d'augmenter le taux de recours à l'eau de mer dessalée à 42% du volume total d'eau potable par rapport au taux actuel estimé à 18%, explique le ministre. Après avoir rappelé que l'Etat avait débloqué une enveloppe importante pour ce programme, le ministre a fait savoir que la

réalisation de ces stations visait de garantir l'approvisionnement des wilayas côtières en eau potable ainsi que les wilayas situées à 150 km de ces stations.

Réalisation de 7 nouvelles stations
entre 2025 à 2030

Outre ces projets en cours de finalisation, M. Derbal a rappelé le programme de réalisation de 7 nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer pour la période 2025/2030 dans les wilayas de Tlemcen, Mostaganem, Tizi Ouzou (2 stations), Chlef, Jijel et Skikda, soulignant l'importance de réaliser ces stations de manière à assurer l'approvisionnement des habitants de ces wilayas en eau potable, de même que toutes les wilayas situées à 150 km de ces infrastructures. Le ministre a estimé que le dessalement de l'eau de mer pour soutenir l'approvisionnement des citoyens en eau potable, à la lumière de la faible pluviométrie due aux changements climatiques, était le meilleur choix à

faire pour atteindre la sécurité hydrique vu qu'il s'agit d'une source durable, contrairement aux ressources conventionnelles, soulignant que la bande côtière du pays favorisait la réalisation de ces projets. Et d'ajouter que l'Algérie était pionnière dans ce domaine, à travers la réalisation de plusieurs stations de dessalement, citant les stations de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaa (W. Oran) de Fouka (W. Tipasa) et d'El Hamma (W. Alger). Le ministre a salué, en outre, le rôle des entreprises publiques nationales, chargées de la réalisation de ces stations et des systèmes de transfert d'eau, ajoutant que "ces projets sont désormais réalisés par des compétences 100% algériennes, alors que cette technologie était auparavant monopolisée par certaines entreprises étrangères". Il a estimé, dans ce sens, que la réalisation de ces stations par des entreprises algériennes contribuait à «la promotion de l'outil national de réalisation, en

sus de renforcer la souveraineté nationale dans son volet relatif à la sécurité hydrique». En sus du dessalement de l'eau de mer, M. Derbal a mis en avant l'importance des eaux usées traitées produites par les stations d'épuration à travers le pays, étant classées comme quatrième source d'eau après les eaux de surface, les eaux souterraines et l'eau de mer dessalée. Le ministre a, en outre souligné la nécessité de réutiliser ces eaux dans les domaines industriel et agricole, d'autant que ce dernier consomme plus de 70% des eaux mobilisées annuellement irriguant 1,5 millions d'hectares de terres agricoles. Il a en outre cité un plan national de réutilisation des eaux usées épurées, présenté par son département ministériel lors d'un conseil des ministres, rappelant que le président de la République avait ordonné d'entamer la mise en œuvre de ce plan pour atteindre une réutilisation de 60% des eaux épurées dans l'agriculture et l'industrie.

IMPORTATION POUR LA REVENTE EN L'ÉTAT

Réouverture de la plateforme numérique de
gestion du certificat de respect des conditions

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, a annoncé, jeudi dans un communiqué, la réouverture de la plateforme numérique de gestion du certificat de respect des conditions et des modalités requises pour exercer l'activité d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état, en vue de permettre aux opérateurs économiques de renouveler et d'actualiser leurs certificats. « Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations informe l'ensemble des opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation pour la revente en l'état, de la réouverture de la plateforme numérique de gestion du certificat de respect des conditions et des modalités requises pour exercer l'activité d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état, et ce en vue de permettre aux opérateurs économiques de renouveler et d'actualiser leurs certificats, conformément

à la nouvelle formule portant le code Quick Read (QR) ou de leur apporter les modifications nécessaires », lit-on dans le communiqué. Les délais de dépôt des sta-

tistiques relatives à l'état des ventes et à la quantité des stocks pour le 2e semestre 2023 jusqu'au 23 mars 2024 ont été prolongés, avec l'autorisation de leur dépôt au ni-

veau des directions de wilaya du commerce et de la promotion des exportations territorialement compétentes si nécessaire, conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS					وزارة الفلاحة والتنمية الريفية MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL	
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 29 فبراير 2024 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 29 février 2024						
Prix du détail ¹ DA / Kg					أسعار التجزئة دج / كغ	
Produits	متوسط Moyenne	أقصى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات		
Légumes frais	Pomme de terre	62	69	54	البطاطا	خضراوات طازجة
	Tomate	83	96	69	الطماطم	
	Oignon sec	76	83	70	البصل الجاف	
	Ail sec	504	572	437	الثوم الجاف	
	Carotte	68	77	58	الجزر	
	Navet	65	73	57	لفت	
	Chou-fleur	62	70	53	قرنبيط	
	Choux	60	68	52	كرنب	
	Courgette	99	111	87	الكوسة	
	Haricot vert	373	396	349	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	90	101	80	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	450	578	322	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	567	700	434	التمر	
	Orange	135	167	103	البرتقال	
	Mandarine	176	203	150	الماندرين	
	Banane	332	344	321	الموز	
Produits d'origine animale	V viande bovine locale	1741	1881	1600	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	470	483	457	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	23	20	البويض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	93	99	88	حليب البقر (لتر)	

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

L'inflation est repartie à la baisse

Les prix des produits alimentaire poursuivent leur tendance baissière pour le deuxième mois consécutif. En effet, après un recul de 0,6% en décembre 2023, l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une baisse de 0,3% en janvier 2024 par rapport au mois précédent, selon l'office national des statistiques (ONS).

Par Sirine R

Il y a lieu de rappeler que le même mois de l'année écoulée s'est caractérisé par une hausse de 1,1% (janvier 2023 par rapport à décembre 2022). Cette tendance à la baisse s'explique particulièrement par la baisse des prix des biens alimentaires qui affichent un taux de -0,9%. Au niveau national, au moins de janvier 2024 et par rapport au mois précédent, l'indice général des prix à la consommation enregistre une augmentation de 0,7%. Les prix des biens alimentaires affichent une hausse de 1,0%. Les prix des produits agricoles frais marquent un recul de 1,6%. En dehors des prix des poissons qui augmentent de 7,0%, le reste des produits relevant de cette catégorie inscrit des baisses plus ou moins importantes. En effet, la viande de poulet affiche un taux remarquable de -10,9%, les fruits de -2,6% et les légumes de -1,7%. Egalement et dans la même tendance, les prix des biens alimentaires industriels accusent une baisse, quoique modérée de 0,1%. Par ailleurs, les prix des produits manufacturés

et des services marquent une légère hausse, avec des taux similaires de +0,2%. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour ce mois de janvier 2024, une baisse de 0,2% par rapport au mois précédent. Au mois de janvier 2024 et par rapport au même mois de l'année 2023, la variation des prix à la consommation est de +6,3%. Le rythme d'inflation annuel (février 2023 à janvier 2024 / février 2022 à janvier 2023) est de +9,1%.

Evolution des prix des produits alimentaires

Les prix des biens alimentaires enregistrent une baisse de 0,9% en janvier 2024 par rapport au mois précédent qui s'est caractérisé par la même tendance avec une variation plus élevée, soit -1,6%. Les prix des produits agricoles frais affichent une baisse de 1,6%. A l'exception des poissons qui voient leur prix augmenter de 7,0%, l'ensemble des produits restants accusent des baisses dont les plus importantes sont la viande de poulet et les fruits, (respectivement -10,9%

et -2,6%) et à un degré moindre les légumes (-1,7%) et la viande rouge (-0,6%). Les prix des produits alimentaires industriels inscrivent une légère baisse de 0,1%. En janvier 2024 et par rapport à janvier 2023, les prix des biens alimentaires enregistrent une variation de +7,2%, avec un taux de +9,8% pour les produits agricoles frais. Les hausses les plus remarquables concernent la viande et abats de mouton (+17,6%) ainsi que la viande de poulet (+18,0%). Pour la même période, les prix des produits alimentaires industriels sont définis par une hausse relativement modérée de 4,4% avec un taux de +15,5% pour le café thé infusion. S'agissant des produits manufacturés non alimentaires et services, les prix des produits manufacturés observent une variation mesurée de +0,2%, en janvier 2024 et par rapport au mois précédent. Les services affichent le même taux (+0,2%). En janvier 2024 et par rapport au même mois de l'année précédente, l'évolution des prix des produits manufacturés est de +6,5%, celle des services est de +3,1%.

PROJET DE PHOSPHATE INTÉGRÉ

Signature d'un marché pour l'extension du port d'Annaba

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Lakhdar Rekhroukh, a présidé la cérémonie de signature du marché relatif au projet d'extension du port d'Annaba pour la réalisation d'un quai minéralier dans le cadre du projet de phosphate intégré, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Le marché a été conclu, jeudi, au siège du ministère entre l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (maître d'ouvrage) et un consortium algéro-chinois composé de China Harbour Engineering Company (CHEC), Cosider-TP et MEDITRAM, a précisé le communiqué. La cérémonie de signature s'est dé-

roulée en présence des cadres centraux du ministère, des cadres de l'Agence nationale des infrastructures portuaires et des responsables des entreprises chargées de la réalisation de ce projet d'envergure, selon la même source. "La réalisation de ce projet stratégique permettra de développer la capacité d'accueil du Port d'Annaba et

de faciliter le chargement, le déchargement et le transport du phosphate", a ajouté le ministère. Le consortium chargé de la réalisation de ce projet possède les qualifications et l'expertise requises dans le domaine des travaux maritimes en plus d'une expertise internationale avérée dans la réalisation des grands projets portuaires.

TRANSPORT AÉRIEN

Tous les moyens mobilisés pour améliorer la qualité des services

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana a indiqué, jeudi à Alger, que tous les moyens ont été mobilisés pour améliorer la qualité des services dans les tout prochains mois, rappelant les récents mouvements ayant touché certains postes de responsabilités.

Le secteur des transports est en phase de préparation en vue de répondre, les mois prochains, aux aspirations des citoyens en matière de transport aérien via le renforcement des lignes et des capacités de transport ainsi que l'actualisation des horaires, a précisé M. Zahana dans une plénière au Conseil de la nation dédiée aux questions orales, tenue sous la présidence de M. Ahmed Kharchi, vice-président du Conseil en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

"Les changements opérés récemment visent à la nomination de responsables qui maitrisent le domaine", a-t-il relevé. La compagnie Air Algérie envisage l'acqui-

sition de nouveaux avions dont le premier quota sera réceptionné en 2025 en plus de recourir au fret pour couvrir la demande lors de la saisons du Hadj et de la saison estivale, a répondu le ministre à une question du sénateur, Mohamed Romani (Mouvement Bina). Concernant la maintenance de la flotte, M. Zahana a fait savoir que "les pannes sont derrière la plupart des retards enregistrés", faisant état d'un travail en cours dans le domaine pour respecter les normes internationales notamment la réduction des cas de retard. Evoquant les réductions offertes au profit des agences de voyage pour les vols reliant les régions du nord du pays à celles du sud, le ministre a souligné qu'il existait 47 agences dans le Sud collaborant avec Air Algérie soit 9% du total des agence à l'échelle nationale. Toutes les agences de voyage avaient bénéficié de réductions offertes sur les vols Nord-Sud dans le cadre d'une initiative stratégique visant le renforcement de l'échange culturel et économique ainsi

que le développement global du tourisme dans le pays. Répondant à la question du député Habib Douaghi (Tiers présidentiel) sur l'état des téléphériques à l'échelle nationale, le ministre a souligné que l'Entreprise de transport algérien par câbles (ETAC) a enregistré 8.400.000 voyageurs en 2023 dans les wilayas d'Alger, Tizi Ouzou, Tlemcen, Blida et Oran, expliquant que l'arrêt de certains téléphériques dans les wilayas de Constantine, Annaba, Skikda et Alger était dû à plusieurs raisons techniques liées à la sécurité des voyageurs. Le programme de maintenance de ces infrastructures a été arrêté, a-t-il assuré. M. Zahana a précisé, en outre, que le secteur a élaboré un plan pour relever les défis financiers et lancer une nouvelle dynamique de transport par câbles, à travers la réhabilitation et la maintenance de ces structures au niveau national.

R E.

AUTOMOBILES

Début de l'acquittement des vignettes pour 2024

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé que l'acquittement des vignettes automobiles 2024 débutera samedi, au niveau des bureaux d'Algérie Poste, et dimanche au niveau des recettes des impôts et se poursuivra jusqu'à la fin du mois de mars. «Il est porté à la connaissance des propriétaires de voitures touristiques, utilitaires et de transport de voyageurs que la période légale d'acquittement de la vignette automobile 2024 est fixée du 1er au 31 mars de chaque année, et ce, conformément à l'article 303 du Code du timbre», a indiqué un communiqué de la DGI, soulignant que pour l'année 2024, le 1er mars coïncide avec un jour férié. Par conséquent, l'acquittement des vignettes automobiles commencera le 2 mars 2024 au niveau des bureaux d'Algérie Poste et le 3 mars 2024 au niveau des recettes des impôts. «Aucun changement n'a été apporté au tarif de la vignette pour l'année 2024», a précisé la direction, appelant les propriétaires de véhicules à vérifier le tarif légal de la vignette avant de l'acquérir. Elle a également précisé que pour les véhicules utilitaires, le tarif de la vignette est fixé en fonction de la charge. La DGI et Algérie Poste ont mis en place «tous les moyens pour le déroulement de l'opération de vente des vignettes automobiles dans les meilleures conditions possibles», invitant les propriétaires de véhicules à accomplir cette obligation, dès le lancement de l'opération, sans attendre l'approche de la fin de la période légale. S'agissant des véhicules neufs, la DGI a précisé que la carte provisoire de circulation (carte jaune) tient lieu de carte d'immatriculation (carte grise). Ainsi, l'acquisition de la vignette doit être effectuée dans un délai de 30 jours à compter de la date de mise en circulation du véhicule, sur le territoire national. La direction a également souligné que, conformément à l'article 308 du code de timbre, le défaut d'apposition de la vignette sur le pare-brise de la voiture entraîne une amende égale à 50% du montant de la vignette. En vertu de l'article 302 du même Code, les véhicules à immatriculation spéciale appartenant à l'Etat et aux collectivités locales (communes/wilayas), les véhicules dont les propriétaires bénéficient de privilèges diplomatiques ou consulaires, les ambulances, les véhicules équipés de matériel sanitaires, les véhicules équipés de matériel de lutte anti-incendie, les véhicules équipés destinés aux handicapés, ainsi que les véhicules équipés d'un carburant GPL/C, (article 27 de la loi de finances 2011) ou gaz naturel, carburant GNC (article 11 de la loi de finances 2016), sont exemptés de la vignette, rappelle la DGI. Selon la même source, ne sont, également, pas concernés par la vignette automobile les tracteurs et autres engins agricoles, les véhicules à moins de quatre roues (motocyclettes, vélomoteurs), les engins de travaux publics, ainsi que les remorques.

R E.

EL-BAYADH

Réalisation d'un réseau de fibre optique de plus de 130 km, en 2023

Un réseau de fibre optique de plus de 130 kilomètres a été réalisé, en 2023 dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris du directeur du secteur de la Poste et des Télécommunications, Chihabeddine Miah.

M. Miah a indiqué à l'APS que le projet s'inscrit dans le cadre du programme d'action d'Algérie Télécom, à travers la mise en œuvre de quatre opérations, ayant permis l'installation d'un réseau de fibre optique de 24 kilomètres à partir du carrefour de la route nationale RN 47 jusqu'à la région de « Khodr ». Il a ajouté qu'un autre réseau de 22 Km a été réalisé, dont le point départ est situé dans la commune de « Mahra » et s'étend jusqu'à la localité de Benhadjam, en plus d'un troisième réseau reliant, sur une distance de 14 km, le carrefour de la RN 14 et la zone d'habitation de Sidi El-Hadj Benameur, alors que le quatrième et dernier réseau a été installé pour connecter la nouvelle wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh à la commune d'El Bnouid sur une distance de 74 km, dont les travaux sont actuellement en cours, a-t-on fait savoir de même source. Par ailleurs, dans le cadre de l'opération du « réseau de fibre optique au domicile », visant à développer et à moderniser ce support de télécommunication, le secteur a connu, durant l'année écoulée, le raccordement de 16 sites répartis à travers 4 communes ci-



blées par cette initiative, à savoir les communes de Boualem, Bougtob, Boussemghoun et Brizina. D'autre part, les opérations relatives à la modernisation du réseau a ciblé 13 sites répartis à travers 6 autres communes, à savoir Brizina, El Bayadh, Sidi Tifour, El Ghassoul, El Kef Lahmar et Boussemghoun, selon la même source. Ces opérations, inscrites dans le cadre

de la stratégie du secteur, visent l'extension et la sécurisation du parc de fibre optique, qui s'étend sur un maillage de plus de 2.000 kilomètres, traversant les différentes zones d'habitation de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest, avec pour finalité l'accroissement de la couverture téléphonique (fixe) et l'Internet à haut débit au profit du plus grand nombre possible d'habi-

tants de la région. Il convient de signaler que le nombre d'antennes administratives connectées à ce support technologique a atteint 50, dont 15 ont été raccordées au réseau de fibre optique, en 2023, sur une soixantaine de structures similaires que compte la wilaya, où des travaux sont actuellement en cours pour le raccordement de deux antennes administratives, a fait observer le directeur du secteur. Par ailleurs, la modernisation du réseau de fibre optique à domicile a donné lieu dans cette wilaya au raccordement de 3.480 abonnés, soit un taux de 17 % des capacités des équipements du réseau, dont la capacité totale est évaluée à 19.400 lignes.

Le secteur a été également consolidé par l'installation d'une station 4G dans la commune d'Arbaouet et l'ouverture d'un point de vente dans la localité de Rogassa, dans le but d'étoffer le réseau commercial d'Algérie Télécom. S'agissant du plan d'action devant être mis en œuvre, cette année, il est prévu la réalisation de plus de 180 Km du réseau de transport de fibre optique et le raccordement de 13 sites répartis sur autant de communes au réseau à domicile.

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

Plantation de 3.000 arbustes à Chechar

Une opération de plantation de 3.000 arbustes a été effectuée vendredi dans la localité de « Koudiet El Hamra » dans la commune de Chechar, wilaya de Khenchela dans le cadre du programme de réhabilitation du barrage vert. Le directeur de wilaya de la jeunesse et des sports, El Yazid Zouaoui, et le conservateur des forêts, Djedid Akazi ont supervisé le lancement de la campagne de reboisement qui s'inscrit dans le cadre de la 2ème phase du plan vert pour la jeunesse et qui a été marquée par

la plantation de 3.000 arbustes de différentes espèces dans cette région, et ce dans le cadre du programme national visant la lutte contre la désertification et l'avancée du sable vers le nord. La campagne a vu la participation de représentants de différents corps constitués, les directions exécutives, le croissant rouge Algérien (CRA), les Scouts musulmans algériens (SMA), le mouvement associatif et de jeunes et différentes composantes du mouvement associatif. L'opération de reboisement

s'inscrit dans le cadre du programme national relatif à la réhabilitation du barrage vert compte tenu de son importance du point de vue environnemental et son rôle dans la lutte contre l'érosion du sol, contre la désertification et l'avancée du sable en plus de sa contribution dans l'amélioration des conditions de vie des riverains des forêts et le barrage vert en leur assurant des sources de revenus, a précisé le directeur de la jeunesse et des sports à l'APS en marge de la campagne. De sa part, le conservateur des

forêts a indiqué que le programme de réhabilitation du barrage vert « ne s'effectue pas uniquement dans son sens général comme barrage ou mur constitué d'arbres forestiers entre le nord et le sud, mais également dans son sens de séries d'opération et interventions dans divers domaines en vue de préserver les ressources environnementales et naturelles ». Le même responsable a ajouté que la Conservation des forêts de Khenchela, de concert avec l'entreprise régionale de génie rural, poursuivent les efforts pour la

concrétisation du programme de reboisement visant la plantation de 13 millions d'arbustes dans la surface du barrage vert, durant la période allant de 2022 à 2030. Il a rappelé que le lancement de la première phase du plan vert pour la jeunesse avait été supervisé à Khenchela par la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji le 30 décembre 2023 à travers l'organisation d'une opération de plantation de 3.000 arbustes dans la région « El Oued Labiod », dans la commune de Tamza.

ANNABA

Ouverture de points de vente directe «du producteur au consommateur» en prévision du ramadhan

Des points de vente directe « du producteur au consommateur » ont été ouverts dans les marchés de proximité créés dans la wilaya d'Annaba pour le mois de Ramadhan, a-t-on appris, auprès de la direction du Commerce et de la promotion des exportations. Ces points de vente proposeront, tout au long du mois sacré, différentes denrées à des prix compétitifs, a précisé le chef du service de l'observation du marché et de l'information économique à la direction du commerce, Abderrahmane Semaï, ajoutant que ces

lieux de vente, ouverts en début de semaine dans les sept (7) marchés de proximité de la wilaya, commercialiseront des produits très demandés pendant le Ramadhan, tels que la semoule, la farine, l'huile de table, le lait et ses dérivés. Dans ce cadre, des conventions ont été conclues avec différentes structures de production, comme l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), la laiterie « Edough », le complexe avicole de l'est, les importateurs de viandes et autres producteurs, pour un approvisionnement « régulier et continu » des marchés de proximité

pendant le mois de Ramadhan. Pas moins de 180 commerçants activent dans les marchés de proximité de la wilaya d'Annaba, proposant divers produits alimentaires, légumes, fruits, lait et dérivés, en plus des boissons gazeuses, des jus de fruits, des viandes blanches et rouges, du poisson et des légumes secs, selon la même source qui a souligné, s'agissant des viandes rouges importées, que le prix variera entre 1.150 et 1.200 dinars/kg. Les marchés de proximité ouverts pour le mois de Ramadhan sont répartis entre les daïra d'Annaba (2), d'El Bouni, d'El

Hadjar, de Berrahal, de Chetaïbi et d'Ain Berda, et totalisent 179 carrés pour la vente de produits alimentaires, a-t-on encore précisé de même source. La direction du commerce et de la promotion des exportations a également alloué des carrés spéciaux, au niveau des marchés de proximité, à des artisans, dont des femmes au foyer, qui pourront ainsi promouvoir et commercialiser leurs produits, notamment des ustensiles et des pâtes traditionnelles.

GENAI À L'ÉCHELLE

La quadrature du triangle

S'il est facile de faire sensation avec un prototype d'IA générative, il est en revanche très difficile de réussir un déploiement complet et efficace en entreprise.

Par Sylvain Duranton (*)

L'année 2024 sera celle du passage à l'échelle de l'IA générative en entreprise. Des démonstrations spectaculaires ont convaincu les dirigeants qu'il fallait se retrouser les manches. S'il est facile de faire sensation avec un prototype, il est en revanche très difficile de réussir un déploiement. Un passage à l'échelle requiert l'optimisation de trois facteurs fondamentaux et contradictoires : le coût, le temps de réponse et la qualité du contenu produit. Pour un chatbot par exemple, le coût d'une conversation varie de quelques centimes à plusieurs euros. Les temps de réponse peuvent être trop longs pour une utilisation par le grand public, et la qualité des réponses peut laisser à désirer. Las. Améliorer la qualité du contenu ou le temps de réponse revient bien souvent à augmenter les coûts... Comment sortir de cette quadrature du triangle ? Pour les coûts, l'IA générative nécessite

des budgets importants – le coût par consommation explose par rapport à une solution d'IA classique ! – et peu d'entreprises peuvent se permettre de créer leur propre modèle.

Il faut de vraies compétences

En général, elles s'appuient sur des modèles commerciaux (par exemple, GPT-4 d'OpenAI, Gemini 1.5, Claude 2 d'Anthropic...) ou open source (par exemple, Llama 2 de Meta, 7B de Mistral...). Les modèles commerciaux sont souvent pour l'instant les plus performants et les plus utilisés malgré un coût plus élevé. Les modèles open source sont moins coûteux mais nécessitent davantage de compétences d'ingénierie. L'utilisation de modèles plus petits (par exemple, GPT-3.5 au lieu de GPT-4) peut réduire les coûts selon les usages. Le temps de réponse est un enjeu majeur. Par manque de puissance de calcul, les fournisseurs de modèles limitent le nombre de requêtes traitées

par seconde pour leurs clients. Des temps de latence parfois supérieurs à plusieurs secondes entravent le déploiement des solutions. Pour accélérer, il est parfois possible d'utiliser des infrastructures privées, avec un surcoût important, ou encore, d'utiliser des modèles plus petits au risque d'une dégradation de la qualité du résultat. La dernière dimension, la qualité du contenu produit, est bien souvent la plus critique. Avant tout, il faut tester – sans a priori – plusieurs modèles. La pertinence respective des modèles dépend des langues et des cas d'usage. La qualité du contenu peut aussi être améliorée en injectant plus d'informations, comme des jeux de données propres à l'entreprise, des requêtes contextualisées... Enfin, il est aussi possible de procéder à une calibration fine des modèles sur des jeux de données particuliers. Le passage à l'échelle demande de vraies compétences. Par exemple, certaines requêtes peuvent être parallélisées en « sous-requêtes » qui appellent des modèles plus petits, moins

chers et plus réactifs. Un travail de nettoyage et d'enrichissement des données en amont peut améliorer la qualité du contenu. Enfin, un travail de « design » avancé sur l'interface humain-modèle permet aussi des gains d'efficacité « de bout en bout » substantiels – et bien souvent un enrichissement des métiers. Les alchimistes ont cherché en vain la pierre philosophale au Moyen Age, les chimistes avec leurs innovations ont révolutionné la société. Aujourd'hui, le modèle d'IA miracle n'existe pas, mais les meilleures équipes d'ingénieurs, développeurs, data scientists, spécialistes du « prompt » et designers trouvent des solutions efficaces en coûts, temps de réponse et qualité des résultats adaptés à différents usages. A chacun donc de recruter des équipes et des partenaires performants !

(*)Directeur monde de BCG X, l'entité tech du BCG.
Source : Les Echos

Les Etats-Unis, moteur de la croissance ? Oui, mais...

Par Mohamed A. El-Erian est économiste

L'Amérique et ses investisseurs donnent le rythme à l'économie et aux marchés. Mais l'optimisme qui domine pour 2024 doit être nuancé au vu des vents contraires et des risques géopolitiques qui menacent sa croissance. C e qui se passe aux Etats-Unis ne reste pas aux Etats-Unis. L'économie mondiale dépend de l'Amérique comme principal moteur de croissance et les marchés financiers mondiaux dépendent de l'appétit démesuré des investisseurs américains pour le risque. Cette situation est devenue particulièrement évidente en 2023, lorsque des économies majeures comme le Japon et le Royaume-Uni sont entrées en récession, que l'Allemagne l'a évitée de justesse et que la Chine s'est heurtée à des obstacles à sa croissance et à des poches d'endettement élevé. Mais la capacité de l'économie américaine à tirer la croissance mondiale en 2024 dépend des réponses à trois questions clés. Premièrement, peut-elle maintenir sa dynamique de croissance actuelle et réaliser un atterrissage en douceur ? Deuxièmement, peut-elle rester résiliente face aux divisions politiques intérieures et aux incertitudes géopolitiques dans le monde ? Enfin, les investisseurs seront-ils en mesure d'obtenir suffisamment de liquidités pour refinancer les dettes accumulées à l'époque des taux d'intérêt artificiellement bas et des injections de liquidités exceptionnellement élevées par les

banques centrales ?

L'optimisme règne

Sur la base des prix actuels du marché, les investisseurs pensent que la réponse à ces trois questions est un grand oui. De même, de nombreux économistes sont optimistes à l'égard de l'économie américaine, même si leur enthousiasme est légèrement plus modéré que celui des marchés financiers. J'adopte un point de vue plus nuancé. Considérons les trois questions clés. L'économie américaine présente incontestablement deux avantages significatifs par rapport aux autres grandes économies : ses moteurs de croissance actuels sont plus dynamiques et elle a pris des mesures importantes pour favoriser et investir dans ceux du futur. Cela explique en partie pourquoi les Etats-Unis ont dépassé les attentes en 2023, avec une croissance du PIB de 4,9 % et 3,3 % aux troisième et quatrième trimestres. En revanche, les économies allemande, japonaise et britannique se sont contractées, tandis que la Chine, aux prises avec des problèmes cycliques, risque d'être entraînée dans le redoutable piège du revenu intermédiaire. Ces avantages considérables distinguent les Etats-Unis des autres. En outre, ces avantages comparatifs continueront à se renforcer si les autres pays ne s'orientent pas rapidement et résolument vers des politiques qui soutiennent la croissance et augmentent la productivité. Mais l'économie américaine est également confrontée à de puissants vents

contraires. Les Etats-Unis ont entamé l'année 2024 avec des bilans des ménages plus faibles, marqués par une baisse de l'épargne et une hausse de l'endettement. Cela réduit l'efficacité future des dépenses de consommation comme moteur, direct et indirect, de la croissance. En outre, avec le recul de l'inflation, le risque est plus grand que la confiance excessive de la Réserve fédérale dans les données historiques conduise à une nouvelle erreur de politique monétaire. Ces défis sont aggravés par des incertitudes nationales et géopolitiques qui n'ont pas été suffisamment prises en compte dans les primes de risque du marché et dans les évaluations économiques. La possibilité d'une escalade au Moyen-Orient est considérable, alors que le nombre de morts civils et de souffrances humaines à Gaza, déjà très élevé, continue de s'accroître. La guerre en Ukraine risque de basculer vers un conflit plus large au fil du temps. Les tensions entre la Chine et les Etats-Unis ne montrent guère de signes d'apaisement. Les élections qui auront lieu cette année dans des dizaines de pays développés et en développement ajoutent une nouvelle couche d'incertitude, car les changements politiques pourraient provoquer de nouveaux chocs de l'offre et une plus grande militarisation du commerce et de la finance. La troisième question est de savoir si les marchés peuvent surmonter l'héritage de refinancement d'une prise de risque excessive. Le secteur de l'immobilier commercial, où près de 1.500 milliards de dollars de dettes arriveront à

échéance d'ici à la fin de 2025, en est un excellent exemple. Mais il y a d'autres sujets de préoccupation, en particulier dans le secteur non bancaire.

Résilience érodée

Il est important de noter que ces problèmes de refinancement ont tendance à se produire progressivement. Cela présente à la fois des avantages et des inconvénients : si la lenteur atténue le risque de contagion massive et d'arrêts soudains, elle érode également la résilience et l'agilité. L'ensemble de ces facteurs remet en question l'automatisme de la prévision consensuelle d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine et de sa capacité à stimuler la croissance mondiale. Je dirais que la probabilité d'un tel atterrissage est de 55 %. Mais il y a également 30 % de chances que les Etats-Unis entrent en récession et 15 % que la poursuite des innovations transformatrices (IA générative, les sciences de la vie, technologies vertes) ne crée une surprise à la hausse. Si le consensus aborde 2024 avec une vision beaucoup plus optimiste qu'il y a un an, il doit être plus nuancé que ne le reflètent actuellement les prix du marché et les prévisions économiques. Il s'agit d'une perspective du type « oui, mais », qui appelle à prêter attention aux deux extrêmes de la distribution des résultats potentiels.

Ce texte est publié en partenariat avec Project Syndicate.
Source : Les Echos

EGYPTE

Perte de plus de 700 millions \$ depuis le début des perturbations du trafic maritime en mer Rouge

Les attaques que mènent les rebelles Houthis du Yémen contre des navires commerciaux en mer Rouge, depuis plus de trois mois, perturbent la navigation via le canal de Suez qui représente la voie maritime la plus courte entre l'Asie et l'Europe. L'Egypte a enregistré un manque à gagner de plus de 700 millions de dollars, en raison de la baisse des recettes du canal de Suez consécutive aux attaques des rebelles Houthis du Yémen contre les navires en mer Rouge, selon des données publiées le 29 février par Bloomberg Intelligence. Le cabinet d'intelligence économique s'attend à ce que les pertes de revenus issus du canal de Suez se poursuivent si les tensions dans la région persistent. Le président de l'Autorité du canal de Suez (SCA), Osama Rabie, a annoncé, début février, que les recettes du canal ont atteint 428 millions de dollars en janvier 2024, enregistrant ainsi une baisse de 46,7% par rapport à la même période en 2023. Le responsable égyptien a également révélé que le nombre de navires qui ont traversé cette voie navigable reliant la Méditerranée à la mer Rouge s'est limité à 1362 en janvier 2024, contre 2155 durant le même mois, l'année écoulée.

ARABIE SAOUDITE

Les investissements privés dans les secteurs émergents créeront de «formidables opportunités»

Les investissements du secteur privé en Arabie saoudite sont sur le point de créer de «formidables opportunités» dans les secteurs de l'économie numérique, du tourisme, des services financiers et des biotechnologies, a déclaré un ministre de premier plan.

Lors de la deuxième journée de l'Initiative sur les capacités humaines à Riyad, le ministre de l'Investissement du Royaume, Khaled al-Faleh, a indiqué que d'ici à la fin de la décennie, l'économie visait à multiplier par 2,5 son niveau d'avant la Vision 2030, avec une participation du secteur privé passant de 40% à 65%. «Grâce à ça, la taille et l'ampleur du secteur privé seront quatre fois supérieures à ce qu'elles étaient au cours de cette seule décennie, ajoutant plus de 3 000 milliards de dollars (1 dollar = 0,93 euro) d'investissements à l'économie nationale par le biais de la stratégie nationale d'investissement et d'autres initiatives», a-t-il ajouté. Le ministre a affirmé qu'une part importante de ces investissements serait réalisée dans des secteurs économiques nouveaux et en développement, notamment l'économie numérique, le tourisme et les services financiers et

professionnels. Les secteurs de la santé, de la pharmacie et de la biotechnologie ont également été mis en avant. «Ces secteurs créeront de formidables opportunités pour le développement du capital humain, car ils nécessiteront un ensemble de compétences complètement différent ainsi qu'une vision du monde et des perspectives nouvelles», a précisé M. Al-Faleh, ajoutant que «le monde connaît des changements structurels importants marqués par la transition énergétique, l'automatisation et la numérisation, par des chaînes d'approvisionnement nouvelles et changeantes, et par l'émergence de technologies de rupture». Le ministre a expliqué que s'il n'est peut-être pas possible de prédire avec précision dans quelle mesure ces tendances macroéconomiques affecteront le capital humain et quels emplois seront demandés, il est clair qu'elles auront un impact considérable.

«Depuis le début, nous observons de près ce qui se passe lorsque les investissements catalysent le potentiel humain. Les quatre-vingt-dix années de développement du secteur de l'énergie, déclenchées par les investissements d'Aramco, constituent peut-être le meilleur exemple, mais pas le seul», a déclaré M. Al-Faleh. «Ainsi, lorsqu'un nouveau secteur émerge, comme les énergies renouvelables, la fintech ou la biotechnologie, le déficit de compétences qui en découle sera comblé par la formation, le perfectionnement ou, dans le cas de l'Arabie saoudite, l'ouverture du pays en invitant des personnes qualifiées du monde entier à répondre à cette demande. Avant même de s'en rendre compte, nous disposerons d'un vivier de compétences entièrement nouveau, prêt à être déployé», a-t-il poursuivi.

GAZA

L'UE va débloquer 50 millions d'euros pour l'UNRWA

L'UE va débloquer "en début de semaine prochaine" 50 millions d'euros d'aide à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) avant un possible déblocage de 32 millions supplémentaires à terme, a annoncé vendredi la Commission européenne. Cette décision "tombe à point nommé", a

réagi sur X (ex-Twitter) le commissaire général de l'Unrwa, Philippe Lazzarini, huit jours après avoir indiqué que son organisation avait atteint un "point de rupture avec les appels répétés d'Israël à son démantèlement et le gel des financements de donateurs face à des besoins humanitaires à Gaza sans

précédent". L'agence est fragilisée depuis qu'Israël a accusé en janvier 12 de ses employés d'être impliqués dans l'attaque du 7 octobre lancée par le Hamas et ayant déclenché la guerre en cours entre Israël et ce mouvement islamiste palestinien qui tenait Gaza au début des hostilités. Face à ces accusa-

tions, l'Unrwa s'était immédiatement séparée de ces employés, mais très rapidement une douzaine de pays, dont d'importants donateurs comme les Etats-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou la Suède, avaient annoncé suspendre leur financement à l'agence.

ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES EN TUNISIE

Le noyau dur de l'économie solidaire

Cette catégorie d'entreprises a été expérimentée dans plusieurs pays à travers le monde. Le résultat est on ne peut plus clair: les entreprises communautaires ont un pouvoir transformatif indéniable sur le plan social. Au Brésil, un des exemples les plus éloquents en la matière, le déve-

loppement des entreprises communautaires a fortement contribué à l'éradication de l'extrême pauvreté. Ces dernières naissent des dynamiques locales déclenchées par les agriculteurs qui cherchent à valoriser les ressources naturelles et humaines des territoires locaux auxquels ils appartiennent.

C'est ainsi, qu'à titre d'exemple, les pâturages communautaires et les banques de semences communautaires ont prospéré faisant le bonheur des habitants des milieux ruraux dans ce pays. En Amérique du Nord, les entreprises communautaires sont des acteurs à part entière dans le développement et la ges-

tion des quartiers populaires. Etant des structures créées par les habitants à l'échelle locale, elles favorisent leur participation et représentation dans les quartiers où elles sont implantées. Elles sont devenues un acteur important dans la production du logement social.

ARABIE SAOUDITE

Riyad rivalise avec les plus grandes villes mondiales pour recruter de nouveaux talents

Le maire de Riyad, le prince Faisal ben Abdelaziz ben Ayyaf, accorde un entretien à Arab News, dans le cadre de l'Initiative sur les capacités humaines, qui se tient dans la capitale saoudienne les 28 et 29 février. (Photo AN/HudaBashatah) Le prince Faisal révèle que les programmes désignés visent à attirer, retenir et développer la main-d'œuvre au moyen de projets spécifiques S'attardant sur le paysage mondial, le prince Faisal insiste sur l'importance des possibilités d'emploi en tant que catalyseur pour attirer une main-d'œuvre qualifiée La capitale saoudienne est en concurrence mondiale avec des villes comme New York et Tokyo pour une main-d'œuvre qualifiée, selon son maire.

Avec une population de plus de sept millions d'habitants, la ville connaît un essor continu, en devenant un pôle qui attire les talents et stimule l'entrepreneuriat. Dans un entretien accordé à Arab News lors de l'Initiative sur les capacités humaines qui se tient du 28 au 29 février, le maire de Riyad, le prince Faisal ben Abdelaziz ben Ayyaf, déclare: «La course aux talents n'est plus régionale ou locale. Elle est désormais mondiale. Nous sommes en concurrence avec New York, Tokyo, Paris et Chicago. C'est donc une compétition mondiale.» Il ajoute: «Riyad vit des changements considérables. Ils sont historiques par leur ampleur, leur portée et leur inci-

dence. Nous sommes conscients que c'est grâce à la main-d'œuvre et aux talents adéquats que tout cela est possible.» Le maire s'est penché sur le développement stratégique de la ville en déclarant: «Nous avons déployé de nombreux efforts dans la ville pour attirer, retenir et développer la main-d'œuvre adéquate, qui est en harmonie avec ce qui se passe aujourd'hui.» Évoquant l'initiative Vision 2030 du Royaume, il soutient qu'il ne s'agit pas d'un point final, mais d'une étape importante dans une trajectoire à plus long terme. Le prince Faisal révèle que les programmes désignés visent à attirer, retenir et développer la main-d'œuvre au moyen de projets spécifiques et d'indi-

cateurs de performance essentiels. «Pour nous, c'est l'élément phare à l'origine de tout ce qui se passe dans la ville», commente-t-il. S'attardant sur le paysage mondial, le prince Faisal insiste sur l'importance des possibilités d'emploi en tant que catalyseur pour attirer une main-d'œuvre qualifiée. «Si vous envisagez d'attirer la main-d'œuvre et les talents adéquats, plusieurs facteurs entrent en jeu. L'élément déclencheur principal est l'offre d'emploi. Habituellement, les talents se déplacent pour des possibilités d'emploi et c'est la vision actuelle qui est à l'origine des changements auxquels nous assistons. Nous avons une abondance d'emplois adaptés», fait-il remarquer.

POUR RENFORCER SA PRODUCTION LOCALE DE MÉDICAMENTS

Le Nigeria obtient 240 millions de dollars d'investissement

Ces dernières années, plusieurs États africains ont initié des programmes visant à doper l'industrie pharmaceutique locale et à réduire leur dépendance aux médicaments importés, qui s'élève à 70 % d'après la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies.

Le Nigeria a obtenu 240 millions de dollars d'une entreprise pharmaceutique brésilienne pour la production nationale de médicaments génériques. C'est ce qu'a annoncé M. Muhammad Pate, ministre chargé de la coordination de la Santé et de la Protection sociale lors d'une conférence de presse tenue le jeudi 29 février à Abuja. Le nom de l'entreprise n'a pas été dévoilé par la presse locale. Toutefois, lors de la 37e réunion du Partenariat Halte à la tuberculose début février, Muhammad Pate avait dévoilé des pourparlers avec FPG Brands, une société d'investissement basée au Brésil. Cette dernière s'était engagée à injecter 240 millions de dollars dans le secteur de la santé au Nigéria sur les deux années à venir. Cependant, le ministre a révélé qu'au moins trois entreprises pharmaceutiques avaient manifesté leur intérêt pour des investissements dans le pays. Il a également ajouté que deux entreprises de diagnostic établiront une installation de fabrication à Lagos en décembre 2024. Pour M. Paté, ces investissements visent à réduire la « forte » dépendance du pays aux importations de médicaments et



d'équipements médicaux. Selon les données du Bureau nigérian des statistiques, les importations de médicaments se chiffraient à 81,81 milliards de nairas (50,6 millions \$) au troisième trimestre 2023. Pour réduire cette dépendance, le gouvernement nigérian a initié des réformes pour stimuler les investissements dans le domaine et augmenter la production ainsi que la consommation de produits pharmaceutiques nationaux. Parmi ces mesures, figurent l'élargissement de la liste des médicaments à fabriquer localement et la mise en place de la « politique 5+5 » par l'Agence nationale pour l'administration et le contrôle des aliments et des médica-

ments (NAFDAC). Cette dernière encourage les entreprises pharmaceutiques à entamer la fabrication locale après cinq ans de commercialisation de médicaments importés. L'ambition est de diminuer les importations de médicaments à 40%, d'après la NAFDAC. Notons que le ministre a révélé qu'au moins trois entreprises pharmaceutiques avaient manifesté leur intérêt pour des investissements dans le pays. Il a également ajouté que deux entreprises de diagnostic établiront une installation de fabrication à Lagos en décembre 2024. Au cours des dernières années, plusieurs pays africains ont lancé des initiatives pour développer leur secteur pharmaceutique local et diminuer leur dépendance vis-à-vis des importations de médicaments, qui représente 70 % selon la Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies. En 2022, la Banque africaine de développement (BAD) a créé la Fondation africaine pour la technologie pharmaceutique, visant à améliorer la capacité du continent à produire des médicaments, des vaccins, des diagnostics, et des traitements thérapeutiques à travers toute la chaîne de valeur.

KENYA

Les expéditions de thé ont rapporté 1,2 milliard \$ en 2023, un nouveau record

Au Kenya, le thé est l'un des principaux moteurs de l'économie avec une contribution de 2 % au PIB. Durant l'année écoulée, la filière a établi une nouvelle performance historique à l'export. Au Kenya, les exportations de thé ont généré 180,6 milliards de shillings (1,2 milliard \$) en 2023, soit une hausse de 31 % par rapport aux recettes de 138 milliards de shillings (941,4 millions \$) obtenus un an plus tôt. C'est ce qu'a révélé Willy Mutai, direc-

teur général du Conseil du thé (TBK), le 29 février, précisant qu'il s'agit d'un nouveau record pour la filière. Pour expliquer ce résultat, M. Mutai évoque notamment une croissance de 16 % d'une année sur l'autre du volume de thé expédié à 523 000 tonnes contre un stock précédent de 450 330 tonnes. À cela s'ajoute une appréciation du dollar par rapport au shilling qui a profité aux exportateurs au cours de la campagne de com-

mercialisation. En effet, les données de la Banque centrale du pays (CBK) ont indiqué qu'un dollar s'est échangé à près de 150 shillings en octobre 2023, traduisant une hausse de 24 % depuis le mois de janvier de la même année. En ce qui concerne les débouchés, le Pakistan demeure la principale destination du thé kenyan, absorbant 40 % du stock expédié (209 600 tonnes). « Par rapport à 2022, davantage d'exportation ont été enregistrées sur

les marchés traditionnels, à l'exception des Émirats arabes unis, de la Russie et du Soudan », précise M. Mutai. Le Kenya est le 3ème producteur mondial de thé après la Chine et l'Inde et le 1er exportateur mondial de thé noir. Dans la première économie d'Afrique de l'Est, le gouvernement ambitionne de faire passer les recettes d'exportation de la filière à près de 2 milliards \$ d'ici 2027.

VANILLE

Vers la création d'un cartel des pays producteurs

La vanille est l'un des ingrédients les plus populaires dans l'industrie agroalimentaire. Sa production reste inégalement répartie avec une dizaine de pays qui monopolisent ce marché. L'industrie mondiale de la vanille s'apprête à connaître un nouveau changement. Des représentants de 4 pays producteurs ont opté pour la création d'une organisation internationale visant à défendre leurs intérêts, au cours de la 13ème Conférence ministérielle de l'OMC (CM13), qui s'est tenue du 26 au 29 février 2024 à Abou Dhabi aux Émirats arabes unis. Il s'agit de Madagascar, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Comores et de l'Ouganda qui sont respectivement les 1er, 4ème, 7ème et 9ème producteurs mondiaux de l'épice. Ce projet initié par Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du Commerce de Madagascar, vise la résolution de plusieurs défis auxquels est confrontée l'industrie de la vanille. « L'objectif principal de cette organisation est de stabiliser le prix de la vanille sur le marché international. En établissant un mécanisme de fixation des prix basé sur la qualité, les producteurs pourront bénéficier d'une rémunération équitable et juste pour leur travail. Cela garantira également la qualité constante de la vanille pour les consommateurs du monde entier », explique le responsable. Cette nouvelle entité si elle voit le jour devrait également se pencher sur les problématiques de développement durable au sein de la filière, le renforcement de la chaîne de valeur, la recherche de nouveaux marchés ainsi que la promotion de la vanille naturelle auprès des consommateurs. En 2022, la production mondiale tournait autour de 7 700 tonnes, dont environ 40 % provenaient de Madagascar, selon les données de la FAO.

FMI

Le fonds annonce un décaissement immédiat de 68,3 millions \$ en faveur du Togo

Les autorités togolaises et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord en décembre 2023, après plus de deux années de négociation à l'issue d'un précédent programme qui s'était déroulé entre 2017 et 2020, rapporte Togo First. Le Fonds Monétaire International (FMI) a annoncé, vendredi 1er mars 2024, un décaissement immédiat de 68,3 millions de dollars à destination du Togo. Ce décaissement s'inscrit

dans le cadre d'un accord plus vaste, qui couvre une période de 42 mois sous la Facilité Élargie de Crédit (FEC), pour un montant global de près de 390 millions de dollars. Le soutien du FMI arrive à un moment crucial pour le Togo, confronté à une série de défis économiques et sécuritaires, tout comme nombre de ses voisins. Entre les séquelles laissées par la pandémie de COVID-19, les défis sécuritaires à sa frontière nord et les

impacts du changement climatique sur le secteur agricole, Lomé cherche des leviers pour inverser la tendance de ses défis socio-économiques. Avec ce prêt, l'objectif affiché par l'institution de Bretton Woods est de soutenir le Togo dans la mise en œuvre de ses réformes économiques et structurelles, visant à stimuler une croissance inclusive, renforcer la stabilité macroéconomique, et améliorer la résilience du pays face aux chocs externes. Ré-

duction de la pauvreté, amélioration du filet de sécurité sociale, renforcement des dépenses sociales, amélioration de l'environnement des affaires, maintien de la stabilité macroéconomique, consolidation budgétaire notamment par une mobilisation plus efficace des recettes fiscales... sont les maîtres-mots de ce programme qui devrait prendre fin en mi-2027.

MARCHÉ

L'Europe termine en hausse une semaine riche en indicateurs

Les Bourses européennes ont clôturé vendredi en hausse, portées par le dernier indicateur d'inflation américain. À Paris, le CAC 40 a grignoté 0,09% à 7.934,17 points, tandis que le Dax allemand prenait 0,32% et le Footsie britannique 0,69%.

L'indice EuroStoxx 50 a terminé la séance sur une hausse de 0,32%, contre 0,62% pour le FTSEurofirst 300 et 0,61% pour le Stoxx 600. Les marchés saluent les derniers chiffres d'inflation aux Etats-Unis, qui font espérer que la dynamique des prix retourne à la cible de la Réserve fédérale. Ajoutant à l'optimisme des marchés, l'indicateur d'activité ISM manufacturier s'est replié de manière inattendue en février, alors que les enquêtes régionales de la Fed semblaient plutôt indiquer un rebond de l'activité en début d'année. "Ce rapport ISM ne correspond pas à l'image de 'croissance étonnamment positive' qui se dégageait des rapports sur les bénéfices, ce qui jette un doute sur la solidité de l'industrie manufacturière et

du cycle qui l'accompagne", constate Florian Ielpo, responsable de la recherche macroéconomique chez Lombard Odier IM. "Survenant à un moment où les marchés sont hésitants et les valorisations apparemment tendues, ce rapport montrera clairement si les marchés sont toujours d'humeur 'bonne nouvelle est bonne nouvelle' ou non". La semaine prochaine sera chargée pour les marchés, avec la publication de nombreux rapports sur l'emploi américain au cours de la semaine et la réunion de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), jeudi. La BCE devrait maintenir son taux directeur à son niveau actuel et réitérer qu'une première baisse de taux pourrait

avoir lieu à la fin du premier semestre, après que l'inflation européenne publiée vendredi s'est affichée plus forte qu'attendue.

Valeurs

Saint-Gobain a fait état jeudi d'une baisse de 6,4% de son chiffre d'affaires annuel, la vigueur des taux de change et la faiblesse des volumes ayant pesé sur les résultats, ce qui a fait reculer le titre de 3,65%.

L'arrêt par Valeo de la production de moteurs haute tension en Allemagne à cause du ralentissement du marché de l'électrique a entraîné la suppression de 300 emplois, a dit à Reuters vendredi une porte-parole de l'équipementier automobile qui a perdu 1,96%.

Daimler Truck a augmenté son dividende et annoncé un programme de ra-

chat d'actions après avoir fait état d'un bénéfice annuel et de prévisions supérieurs aux attentes, et a bondi de 18,1%, touchant sur la séance un record historique. Volkswagen a déclaré vendredi s'attendre à ce que la croissance de son chiffre d'affaires ralentisse en 2024, en raison de l'affaiblissement des perspectives économiques, de l'intensification de la concurrence et de l'augmentation des coûts, ce qui a fait perdre 4,93% au constructeur.

Leonardo a gagné 2,46% et touche un plus haut sur 16 ans après que l'entreprise de défense et d'aérospatiale a dépassé ses objectifs de flux de trésorerie et de commandes en 2023.

Kühne Und Nagel a publié vendredi un bénéfice d'exploitation annuel en baisse de 49%, un repli plus important que prévu, et a abandonné 13,54%.

WALL STREET

Feu d'artifices de records, secteur Semi-C +4%

Ce début de mois de mars donne lieu à un feu d'artifices de records (S&P500, Nasdaq Comp., Nasdaq-100) et les commentaires à la clôture font état d'un marché en mode 'all-in', avec un rallye haussier qui présente de plus en plus de similitudes avec la période fin 1999/début 2000. Les indices US bouclent une 18ème semaine de hausse, avec un gain hebdo de +1% pour le S&P500 (+0,8% ce vendredi et nouveau doublé : record intraday à 5.140 et clôture à 5.137). Envolée de +1,15% pour le Nasdaq (même doublé à 16.302 et 16.275) et le Nasdaq-100 fait encore plus fort avec +1,5% (doublé 18.333 et 18.303) pour un gain hebdo de +2%. Les vedettes du jour furent Netapp avec +18,2%, devant Marvell Techno +8,3%, Broadcom +7,6% (à 1.400\$), AMD (+5,3% et +15% hebdo) ou encore KLA avec +5,4%, Micron +5%, Cadence +3,6%... et l'inévitable Nvidia avec +4% qui pulvérise les 820\$ et se hisse au-delà des 2.000Mds\$ de capitalisation (2.003Mds\$), dans un volume de 36Mds\$ (l'équivalent de 2 semaines d'activité sur le marché parisien). Le secteur des semi-conduc-

teur s'envole de +4% ce soir et affiche un gain stratosphérique de +20% en 1 mois (c'est bel et bien comparable au comportement des 'dot.com' au 1er trimestre 2000). Le Dow Jones se contente de +0,25% à 39.090, mais plus personne ne s'y intéresse. Les banques régionales ont poursuivi leur descente aux enfers avec un repli sectoriel de -1,1% (le compartiment finit comme la veille lanterne rouge). Notons que la journée avait bien commencé, avec un Nikkei (+1,9%) qui s'envolait de +2,1% en hebdo, pour tutoyer les 40.000Pts, soit 1.000Pts de plus que son précédent record de 38.900 inscrit il y a 34 ans. On se demandait à 1 heure de la clôture si le Nasdaq n'allait pas lui aussi afficher 2% de hausse, tant le 'mode rallye' semblait inexorable. Les investisseurs ont pris connaissance de diverses statistiques assez décevantes que Wall Street s'est empressé de zapper dans la catégorie 'anecdote sans pertinence boursière' : l'activité ISM du secteur manufacturier américain s'est contractée pour le 16ème mois d'affilée (de 49,1 vers 47,8) en février, selon l'enquête mensuelle publiée ven-

dredi par l'Institute for Supply Management (49,5 anticipé). Le sous-indice des nouvelles commandes a fléchi de 3,3 points pour repasser sous le seuil critique des 50 points, à 49,2 contre 52,5 le mois précédent. La composante mesurant la production s'est elle aussi enfoncée dans la zone de contraction, à 48,4 en février après 50,4, tandis que celle des prix acquittés reste élevée, à 52,5 contre 52,9 en janvier. La confiance des consommateurs américains s'est dégradée lourdement en février, à en croire l'indice calculé par l'Université du Michigan qui ressort à 76,9 en définitive, alors qu'il était ressorti à 79,6 en estimation préliminaire et après 79 pour le mois précédent. Les T-Bonds se détendent en revanche de -6Pts vers 4,192% et signent une bonne semaine avec un écart de -5Pts... qui se résume à l'embellie de ce jour (qui fait passer la semaine du rouge au vert). Cette détente 'sur le tard' est à relier -c'est assez logique- au mauvais ISM manufacturier ainsi que la chute de l'indice confiance des consommateurs de l'Université du Michigan.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 29 Février 2024
Valeur : 04 Mars 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4090	134.4240
1	EUR	EURO		145.6456	145.7156
1	GBP	POUND STERLING		170.1164	170.2001
100	JPY	JAPANESE YEN		89.7796	89.8076
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6845	18.6869
1	CHF	SWISS FRANC		152.9461	153.0328
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.9903	99.0305
1	DKK	DANISH KRONE		19.5447	19.5489
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0206	13.0239
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6930	12.6984
1	AED	UAE DIRHAM		36.5938	36.6009
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8376	35.8435
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.6764	437.2934
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8489	43.2796
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.2962	13.2977
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7538	27.8957
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5389	3.5393
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.2867	178.2867

ALORS QUE L'INFLATION RALENTIT

Le CAC 40 limite son repli sur la semaine

L'indice parisien a grappillé un peu de terrain ce vendredi, alors que l'inflation en zone euro décélère. Mais sur la semaine, le CAC 40 reste en repli. La Bourse de Paris a globalement pris sa respiration cette semaine. Le CAC 40 a grappillé 0,09% ce vendredi, à 7.934,17 points, ce qui lui permet de contenir son repli à 0,41% sur l'ensemble de la semaine. Au niveau des indicateurs économiques, l'inflation en zone euro a ralenti au mois de février mais un peu

moins qu'attendu. Elle est s'est élevée à 2,6% sur un an contre 2,8% en janvier. Mais le consensus établi par Reuters se situait à 2,5%. Aux Etats-Unis, l'activité manufacturière a reculé en février, selon l'enquête ISM, avec un indice à 47,8 en février contre 49,1 en janvier alors que les économistes interrogés par le Wall Street Journal tablaient sur un indice à 49,5. Le seuil de 50 sépare une contraction d'une expansion de l'activité. "Mais la nouvelle la plus importante

pour la Réserve fédérale américaine (Fed) est qu'il n'y a toujours aucun signe d'un rebond significatif de l'inflation des prix des biens", note Capital Economics. Saint-Gobain dans le dur Le CAC 40 a été pénalisé ce vendredi par la baisse marquée de Saint-Gobain, qui a perdu 3,65%. La société a dégagé une marge et un cash record en 2023. Mais les revenus sont un tantinet inférieur aux attentes et le groupe a indiqué lors d'une conférence téléphonique que les volumes continue-

raient de reculer en 2024. Dans une note publiée ce vendredi, la banque Stifel recommande d'acheter l'action en cas de signe de faiblesse. Vallourec a perdu 1,9% après avoir publié ses résultats et communiqué des perspectives jugées "prudentes" par un analyste pour 2024. Valeo a cédé de son côté 2% alors que le groupe a abaissé ses objectifs à l'horizon 2025, tant en termes de revenus que de marges. Bonduelle a également perdu 5,6% après avoir publié ses résultats du pre-

mier semestre de son exercice décalé. A noter le rebond d'Edenred qui s'est adjugé 4,5% ce vendredi après plusieurs séances difficiles sur la première partie de semaine. Sur les autres marchés, l'euro prend 0,2% face au dollar à 1,0831 dollar. Le pétrole a accéléré sa progression dans l'après-midi. Le contrat de mai sur le Brent de mer du Nord avance de 2,7% à 84,15 dollars le baril, tandis que celui d'avril sur le WTI coté à New York 3,1% à 80,67 dollars le baril.

ETATS UNIS

Le consommateur américain ne faiblit pas

Le récent rebond de la croissance américaine (PIB 4ème trimestre : +3,2%) a surpris les observateurs et décale les anticipations de baisse des taux de quelques mois. Le cycle de desserrement monétaire commencera au mieux au second semestre 2024.

Les Etats-Unis ne cessent de surprendre par la résilience de leur activité. En dépit du choc de taux subi en 2022/2023, la consommation reste très vigoureuse. Le taux d'épargne post covid a désormais été largement consommé, témoignant de la confiance des ménages américains. Ces derniers bénéficient également d'une hausse globale du pouvoir d'achat en raison des hausses de salaires passées. Le marché de l'emploi est toujours aussi solide, donnant au consommateur américain une visibilité qui le rend optimiste. L'acquis de consommation pour le premier trimestre 2024 est d'ores et déjà de +2,1%. Pourtant, si on y regarde de plus près, l'économie américaine souffre d'un réel déséquilibre. La production industrielle est en baisse de 2,7%, indiquant une récession pour l'industrie américaine. Elle souffre des hausses de taux passées et pâtit d'une industrie en berne dans le reste du monde. Cette décorrélation entre des services dynamiques et une industrie en difficulté rend les autorités monétaires perplexes et prudentes dans leur communication. Sur le front de l'inflation, les nouvelles récentes aux Etats-Unis sont favorables. L'inflation reflue et se dirige doucement vers l'objectif final de 2%. Les derniers chiffres



sont même meilleurs que prévu, de manière surprenante si l'on prend en compte la forte consommation, le plein emploi et les tensions sur l'immobilier. La Réserve Fédérale est très attentive à l'évolution des salaires. On constate une modération de ceux-ci sur les derniers mois. Toutefois, une reprise de la progression des salaires est tout à fait possible dans le contexte économique actuel et pourrait contribuer à freiner le mouvement

désinflationniste. La Banque Centrale américaine restera concentrée sur cette variable en amont de ses décisions futures. La géopolitique pourrait également impacter les prix, notamment si les problèmes de trafic maritime dans le canal de Suez ne sont pas vite résolus. Les effets de base positifs du pétrole devraient également s'estomper progressivement et cesser de contribuer à la baisse des prix.

REVENANT À 2,6%
SUR UN AN
L'inflation a poursuivi son reflux dans la zone euro en février

La modération des prix du pétrole et du gaz, ainsi qu'une croissance faible ont freiné la hausse des prix dans les magasins. L'inflation qui a ravagé l'économie européenne s'est de nouveau atténuée en février, en tombant à 2,6%. La modération des prix du pétrole et du gaz, ainsi qu'une croissance faible ont freiné la hausse des prix dans les magasins. L'inflation alimentaire est passée de 5,6% à 4%, offrant un certain soulagement aux personnes aux revenus modestes qui consacrent une plus grande partie de leur salaire aux produits de première nécessité que les plus aisés. L'inflation en zone euro est désormais bien en dessous de son pic de 10,6 % d'octobre 2022, chiffre qui avait été atteint après que la Russie ait coupé la plupart de ses approvisionnements en gaz naturel et fait grimper les prix de l'énergie. Toutefois, l'objectif fixé par la Banque centrale européenne d'une l'inflation à 2%, prend du temps et n'est pas encore atteinte.

SELON L'EX-PRÉSIDENT DE LA BCE MARIO DRAGHI L'Europe va devoir investir «massivement»

La transition verte pour lutter contre le changement climatique, la révolution numérique et le réarmement de l'Union européenne face à la Russie, représentent un immense défi pour les 27 États membres au moment où ils tentent de réduire leur endettement et leurs déficits budgétaires. L'Europe va devoir investir "massivement" en peu de temps et mobiliser de nouveaux financements publics et privés, a déclaré samedi l'ancien chef du gouvernement italien Mario Draghi, qui prépare un rapport sur la compétitivité de l'Union européenne. "De nombreux changements profonds ont eu lieu ces dernières années dans l'ordre écono-

mique mondial" et l'une des conséquences est que "nous devons investir énormément en Europe dans un laps de temps relativement court", a déclaré l'ex-président de la Banque centrale européenne (BCE), lors d'une réunion des ministres des Finances des Vingt-Sept à Gand (ouest de la Belgique). La transition verte pour lutter contre le changement climatique, la révolution numérique et le réarmement de l'Union européenne face à la Russie, représentent un immense défi pour les 27 États membres au moment où ils tentent de réduire leur endettement et leurs déficits budgétaires. Ce mur d'investisse-

ments pose la question d'un éventuel nouvel emprunt commun européen, après le plan de relance historique post-Covid à 800 milliards d'euros, une idée avancée par le président français Emmanuel Macron et soutenue par le commissaire à l'Economie Paolo Gentiloni, mais rejetée par plusieurs pays dont l'Allemagne.

Discussions autour d'une union des marchés de capitaux en Europe

Les besoins d'investissements posent aussi la question d'une meilleure intégration des marchés financiers de l'UE pour mobiliser

plus efficacement l'épargne privée, sujet sur lequel les Vingt-Sept peinent à progresser en raison d'intérêts nationaux divergents. Le ministre français Bruno Le Maire a proposé vendredi d'avancer avec quelques pays volontaires en créant un produit d'épargne européen. Lors de leur prochaine réunion le 11 mars, les ministres des Finances espèrent s'entendre sur une liste d'objectifs pour créer une union des marchés de capitaux en Europe. La mobilisation des moyens de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour financer la filière nucléaire et les dépenses militaires est également discutée.

EUROPE /CHINE

À la recherche de nouvelles routes commerciales

La crise actuelle oblige l'Union européenne et l'Asie à chercher d'autres chaînes d'approvisionnement. Le Corridor du Milieu, qui passe par l'Asie centrale pourrait devenir une route commerciale indispensable. Malgré les efforts des gouvernements européens et de la Banque centrale européenne, l'inflation persiste. Aux coûts élevés de l'énergie s'ajoutent les multiples crises géopolitiques qui jouent également un rôle clé : les guerres en Ukraine et à Gaza, les attaques des Houthis en mer Rouge et les tensions entre les États-Unis et la Chine. "Toutes les crises, chacune à sa ma-

nière, affectent les routes commerciales mondiales. En fin de compte, cela se traduit par une augmentation des coûts : une augmentation des coûts de transport, de sécurité et de communication" déclare Dimitrios Rallis, Secrétaire général adjoint du Secrétariat de coopération économique de la mer Noire. Les corridors de transport de l'Asie vers l'Europe et les chaînes d'approvisionnement des produits consommés par les Européens ont été perturbés, entraînant une augmentation significative des coûts finaux. Angelos Vlachos, PDG du Port de Kavala SA, affirme : "Je vais vous donner

un exemple : au cours du dernier trimestre, le coût du transport des conteneurs a augmenté jusqu'à 100 %." Afin de garantir des marchandises en quantité suffisante pour les clients européens, il est nécessaire de développer de nouveaux corridors de transport entre l'Asie et l'Europe, selon les experts du 5e Forum des Balkans et de la mer Noire au port du Pirée. Aujourd'hui, le Corridor du Milieu qui relie la Chine à l'Europe en passant par l'Asie centrale et la région de la mer Noire est la route privilégiée. "Les gens réfléchissent à des corridors alternatifs entre l'Europe et l'Asie de

l'Est. Il existe trois alternatives possibles. La mer Noire peut être le corridor central qui dépendra en partie du port du Pirée et qui s'étendra également vers le nord, vers la Hongrie et l'Europe centrale" explique Renwei HUANG, directeur général exécutif de l'Institut Fudan pour la Ceinture et la Route et la gouvernance mondiale. L'Union européenne et la Chine ont exprimé leur volonté commune de développer le Corridor du Milieu afin de relever les défis géopolitiques actuels et renforcer la sécurité des chaînes d'approvisionnement.

La Fiat Panda devient Pandina



Fiat présente la Pandina, l'actuelle Panda rebadgée pour laisser place à une nouvelle génération de Panda. Pas évident à comprendre au premier abord, alors on vous explique tout. Il y a 44 ans, jour pour jour, Fiat présentait la première génération de Panda. Après trois générations et huit millions d'exemplaires écoulés, elle laissera sa place à un tout nouvel opus dont la révélation est prévue le 11 juillet prochain. Elle sera bâtie sur la même plateforme que celle de la nouvelle Citroën C3 et mettra l'accent sur la propulsion électrique. Seulement, Fiat ne compte pas mettre à la retraite la Panda actuelle, apparue en 2011. Pour ne pas prêter à confusion (quoique ?), la marque rebaptise la génération actuelle en Pandina, qui poursuivra sa carrière jusqu'en 2027, minimum. Ce principe s'est déjà vu dans le passé, à l'image de la Renault Clio II Campus ou la Peugeot 206+. Ces deux dernières sont restées au catalogue en parallèles des Clio III et 207.

Au niveau esthétique, cette « nouvelle » Pandina évolue très peu. On remarque la nouvelle inscription au niveau des protections des portes arrière, des coques de rétroviseurs jaunes, un vidage de panda sur les centrages de roue et une sérigraphie Pandina sur le troisième feu stop. Bref, un œil exercé sera nécessaire pour la repérer dans la rue.

En revanche, elle évolue davantage techniquement en répondant aux exigences de sécurité de la norme GSR2. Ainsi, elle s'équipe du freinage d'urgence automatique, de l'alerte de fatigue, de l'aide au maintien dans la voie, de la lecture des panneaux. Pour plus de confort, les feux de routes peuvent être automatiques et les compteurs passent à l'ère numérique.

Par ailleurs, elle reçoit un tableau de bord peint en blanc, de nouveaux sièges avec des surpiqures jaunes, un volant revu ainsi qu'un nouvel écran tactile de sept pouces, compatible avec Apple CarPlay et Android Auto.

Au niveau motorisation, la Pandina conserve le petit moteur 1.0 GSE de 70 ch avec micro-hybridation. Cette « ex-Panda » devrait arriver sur le marché d'ici cet été. Pour le moment, les tarifs restent inconnus. Avec cette Pandina, Fiat permettra de conserver des clients qui n'ont pas les moyens ou ne souhaitent pas passer à l'électrique. Par ailleurs, il est prévu que sa production, sur le site de Pomigliano d'Arco en Italie, augmente de 20 %.

POUR UN PRINTEMPS EN CAMPING-CAR Des modèles à fort caractère

Vous avez décidé que printemps rimerait avec vanlife. Bonne pioche ! Alors, c'est le moment de se pencher sur le camping-car qui vous conviendrait le mieux. Vous hésitez encore et c'est bien normal, vu l'offre du marché. Pour vous aider dans votre choix, nous vous présentons des modèles au caractère bien affirmé et appartenant aux grandes familles de véhicules de loisirs. En route pour la visite.

Fourgon Dreamer D 51 sur Ford Transit 2,0l 130 ch - à partir de 58 200 €

Élégant, relativement compact, avec tout le confort à bord et bien placé d'un point de vue tarifaire. On pourrait dresser ainsi le portrait du Dreamer D51 sur porteur Ford Transit de 130 ch et décliné en finitions Fun, Fun + ou Addict. Placé juste sous la barre des six mètres de long (5,98



m), il affiche toutefois 2,84 m de hauteur hors tout. À l'intérieur, c'est sûr, on ne sera pas gêné par la hauteur sous plafond. Le Dreamer D51 ne manque pas d'allure avec son skyview apportant de la lumière en cabine ou au niveau de la dinette. Côté atouts, on retiendra le lit transversal arrière avec sommier relevable, un grand réfrigérateur de 84 l et l'astucieuse salle d'eau DuoSpace avec paroi pivotante. Le 51 D soigne ses occupants avec son chauffage, son système de production d'eau chaude et ses 110 litres d'eau propre. Bref, c'est le genre de fourgon aménagé « bien sous tous rapports ».

Profilé Challenger 384 Etape Edition sur Peugeot Boxer 2,2 l 140 ch - à partir de 72 990 €

La marque Challenger du groupe Trigano a bien compris que certains utilisateurs de camping-cars éprouvaient le besoin (ou la nécessité) de télétravailler ponctuellement pendant les vacances. Ce profilé Challenger de 7,26 m de long (quand même !) est conçu pour eux. Il est le seul profilé du marché à proposer un vrai bureau en partie arrière qui servira aussi bien aux parents qu'aux enfants pour leurs

devoirs de vacances. Table, rangements, branchements, tabouret, tout est prévu. Le soir venu, cette partie se transforme en couchage deux places grâce à deux sommiers coulissants. C'est très astucieux, il



faut bien l'admettre. Pour le reste, ce modèle propose un bel espace dinette avec notamment une banquette en L, un cabinet de toilette, une cabine de douche indépendante et des rangements. C'est un modèle familial (six couchages) par excellence avec son lit pavillon et sa dinette transformable.

Intégral Pilote G740 C sur Fiat Ducato 2,2l 140 ch - à partir de 86 900 €



Les intégraux sont des véhicules de loisirs entièrement dédiés au confort à l'étape de ses occupants. Et ce modèle Pilote, « statuaire », ne déroge pas à la règle. Il en impose avec sa belle face avant, ses 7,49 m de long et sa largeur généreuse (2,30 m). Un vrai studio roulant. À l'intérieur, le confort est royal et le volume habitable en mode XXL pour un véhicule de loisirs. Cet intégral « soigne » ses utilisateurs, c'est sûr. Un exemple avec le grand lit central arrière qui affiche 150 cm de large. Une valeur rare dans un camping-car clas-

sique. Le salon avant, spacieux et très convivial, est généralement la marque de fabrique des intégraux. Celui du G740C peut accueillir cinq personnes à l'heure du thé ou de l'apéritif. Lors de la toilette, on ne risque pas de se gêner. La cabine de douche indépendante y participe. Un détail a son importance : cet intégral est équipé d'un double-plancher. Un atout supplémentaire en matière d'isolation et de rangements.

Exceptionnel : Hymer Venture S sur Mercedes Sprinter 4x4 2,0 l 190 ch - à partir de 228 000 €



De concept-car à véhicule commercialisé, il n'y a parfois qu'un pas. Le constructeur allemand Hymer l'a franchi avec son profilé Venture S vraiment exceptionnel. Taillé pour l'aventure avec ses quatre roues motrices, il mesure 6,45 m pour un PTAC dépassant les 3,5 tonnes. Ce profilé est un concentré d'innovations à l'image du toit relevable à parois gonflables, de son hayon arrière, de sa salle d'eau extensible et de la fermeté du matelas réglable via l'application Hymer Connect. L'aménagement intérieur très chic se déploie sur deux niveaux : couchages à l'étage desservis par un escalier fixe et espace de vie au « rez-de-chaussée ». Grâce à un compresseur, le toit relevable se lève en moins de 3 minutes. L'autonomie est au top. Jugez-en plutôt : trois panneaux solaires, 6 prises 230 V, 8 ports USB, 4 batteries au lithium (4x80 Ah), convertisseur et système de filtration de l'eau. Autonomie assurée !

Le concept Jaguar C-X75 homologué route par Callum



La Jaguar C-X75, connu notamment pour être la voiture d'un des méchants dans James Bond Spectre, n'a été qu'un prototype dédié au cinéma. Callum Designs s'en est procuré une et l'a rendue légale sur route

ouverte. La première fois qu'on a entendu parler de cette Jaguar C-X75, c'était lors du salon de Paris en 2010. Le concept a ensuite été produit en 5 exemplaires en 2015. Opposée à l'Aston Martin DB10

de l'Agent 007, la Jaguar a servi de voiture de cascade dans le film James Bond Spectre. Seulement 4 exemplaires sont sortis indemnes du tournage et ont ensuite été mis en vente. Et l'entreprise CALLUM Designs a mis la main sur l'une d'entre-elles.

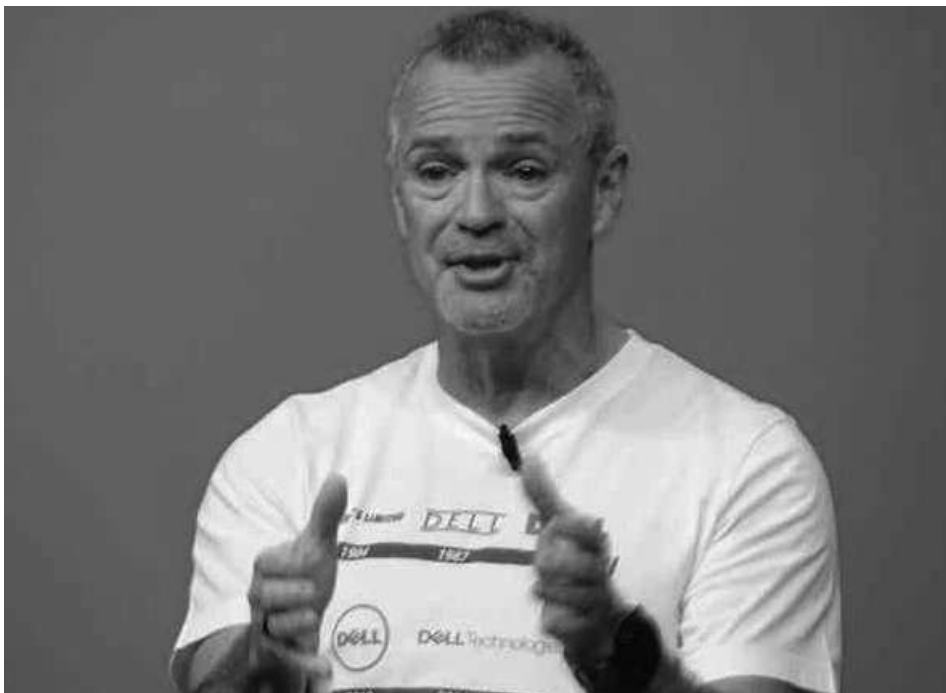
Ian Callum, la main d'un expert

Si le nom de Callum vous évoque quelque-chose, c'est tout à fait normal. Ian Callum, son fondateur, est derrière certaines des plus belles voitures anglaises et a même dirigé le design chez Jaguar jusqu'en 2019. De la Ford RS200 à la Jaguar F-Type en passant par l'Aston Martin Vanquish, Ian Callum est l'un des Anglais les plus influents du monde automobile.

Revenons à la CX-75, la législation anglaise est plus clémentine que chez nous concernant la possibilité de rendre un véhicule road legal. Mais selon Callum, des centaines de changements ont dû être réalisés sur cette voiture. Par exemple, l'ajout de rétroviseurs, d'un catalyseur à l'échappement et même de poignées de porte. Côté motorisation, le concept révélé à Paris en 2010 abritait un moteur hybride équipé de turbines d'avion. Les exemplaires produits pour le cinéma étaient, quant à eux, équipés d'un V6 1.6 litre turbo hybride qui était destiné à... l'écurie de F1 Williams. Le tout monté sur un châssis tubulaire, de quoi en faire une voiture aux excellentes performances.

Le carnet de commandes IA de Dell Technologies rassure la bourse

Pour l'année fiscale écoulée, Dell Technologies a annoncé un chiffre d'affaires de 88,43 Md\$, en recul de 14 % sur un an mais le résultat net a progressé de 32 % à 3,2 Md\$. Si les revenus et bénéfices de ses principales activités historiques sont en berne, les carnets de commande de serveurs IA sont bien pleins.



Suite à un point avec les analystes relatif à la parution de ses résultats financiers pour son dernier trimestre fiscal 2024 et l'ensemble de son exercice passé, Dell a expliqué qu'il compte bien sur l'IA pour relever les ventes de PC et de serveurs. En effet, les chiffres montrent qu'en attendant des jours meilleurs, le constructeur texan a connu de grosses turbulences sur l'année écoulée comme beaucoup d'autres fournisseurs en raison d'un contexte économique dégradé. Dans un communiqué, le groupe fait ainsi ressortir un chiffre d'affaires de 88,43 Md\$ sur 2024 (exercice fiscal clôturé le 2 février dernier) contre 102,3 Md\$ un an plus tôt. Pour le dernier trimestre, la chute a été de 11 % (22,32 Md\$ versus 25,04 Md\$). Dell ne s'est pas appesanti sur les raisons de ce recul et préfère mettre en avant de meilleurs lendemains : « Nous sommes optimistes pour l'exercice 2025 et augmentons notre divi-

dende annuel de 20 %, ce qui témoigne de notre confiance dans l'entreprise et de notre capacité à générer des flux de trésorerie importants », a expliqué la directrice financière du groupe Yvonne McGill. Le résultat net a cependant bien progressé, multiplié par presque 2 au dernier trimestre 2024 (1,16 Md\$ contre 606 M\$ au T4 2023) et de 32 % sur l'ensemble de l'année écoulée à 3,2 Md\$ contre 2,4 Md\$. Dans le détail des segments de marché, il ressort toutefois que les chiffres sont loin d'être glorieux, les activités traditionnelles (ISG) baissent à tous les niveaux : serveurs et networking (-14 % sur l'ensemble de l'exercice 2024 à 4,86 Md\$ et -2 % sur le dernier trimestre à 17,62 Md\$) et stockage (-9 % sur 2024 à 16,3Md\$ et -10 % sur T4 2024 à 4,48 Md\$). De son côté la branche CSG (PC, notebooks, moniteurs...) pour entreprises ne fait guère mieux et dévise tant sur l'année 2024 (-13 % à 39,8 Md\$)

que sur T4 2024 (-11 % à 9,56 Md\$).

Des lendemains qui chantent grâce à l'IA

Dans son communiqué, Dell indique qu'il continue d'élargir son portefeuille pour aider les clients à répondre à leurs exigences en matière de performance, de coût et de sécurité aussi bien dans le cloud, sur site que sur l'edge. 2025 devrait être bien meilleur ont déclaré les dirigeants aux analystes à l'occasion d'un point grâce à la percée des gammes de PC et de serveurs embarquant des capacités de traitement IA, affirmant que l'entreprise s'engageait à disposer du plus large portefeuille de PC de ce type de toute l'industrie. Le directeur de l'exploitation de Dell, Jeff Clarke a d'ailleurs déclaré que les commandes de serveurs optimisés pour l'IA avaient augmenté de 40 % en séquentiel et que le carnet de commandes s'élevait à 2,9 Md\$ à la fin de l'année. « Nous sommes à l'origine d'une part importante de la croissance des serveurs d'IA », a-t-il également indiqué. « Nous sommes optimistes pour 2025 et prévoyons un retour à la croissance supérieur à notre prévision à long terme ». La planche de salut apparaît donc dans les ventes de serveurs optimisés pour l'IA qui ont bien progressé sur le dernier trimestre sans pour autant que l'on en sache plus tant sur les volumes que sur la valeur que cela représente. La croissance des serveurs d'IA soutiendra quoi qu'il en soit également les activités stockage de Dell, a affirmé Jeff Clarke. « Une grande partie de la formation se fait avec des ensembles de données riches, et cela se prête à une opportunité croissante dans le stockage. Nous avons augmenté les performances des charges de travail sensibles à la latence, ce qui correspond aux besoins des entreprises, car les clients passent de l'entraînement à l'inférence », souligne le dirigeant.

Ces gants «intelligents» du MIT vont-ils révolutionner l'apprentissage des gestes experts ?

Des chercheurs du MIT ont créé une paire de gants qui facilite l'apprentissage de tâches, en suivant les mouvements d'un expert grâce à des vibrations. Elle peut également être utilisée



pour guider les mouvements d'un robot ou pour une expérience plus immersive dans la réalité virtuelle. L'apprentissage d'une nouvelle technique est bien plus facile si vous avez un spécialiste qui guide vos gestes. Dans un article publié dans Nature Communications, des chercheurs du Computer Science & Artificial Intelligence Lab (CSAIL) du MIT (Massachusetts Institute of Technology) ont présenté des gants pour faciliter l'apprentissage en suivant les mouvements d'un expert. Les gants intègrent des capteurs tactiles et des actionneurs haptiques, et peuvent ainsi enregistrer les mouvements d'un professeur, ou guider les mouvements d'un élève au moyen de vibrations. Dans un exemple, les chercheurs ont enregistré les mouvements des doigts lorsqu'un expert joue du piano. Ils ont ensuite utilisé un algorithme d'auto-apprentissage pour convertir ces données en retour haptique pour l'élève, qui reçoit des vibrations pour lui indiquer quels doigts utiliser.

Des gants fabriqués en une dizaine de minutes

Il suffit d'une dizaine de minutes pour fabriquer une paire de gants. Un ordinateur découpe le textile en se basant sur les mesures des mains, puis une seconde machine y coud les capteurs et actionneurs. Comptez ensuite une quinzaine de secondes pour convertir de nouvelles données des capteurs en retour haptique, optimisé pour chaque individu. Les chercheurs ont également testé les gants avec des jeux vidéo, et les participants avec un retour haptique optimisé ont atteint un score plus élevé que ceux avec un retour haptique non optimisé ou sans retour. Les gants enregistrent également la force exercée, et peuvent ainsi être utilisés pour apprendre aux robots à attraper différents objets sans les écraser. Il serait également possible d'utiliser les gants dans la réalité virtuelle pour une expérience plus immersive, ou encore pour créer des séances d'entraînement pour des chirurgiens, pompiers ou des pilotes. En utilisant des actionneurs plus puissants, les chercheurs pourraient aussi créer des accessoires pour guider les pieds, les hanches et d'autres parties du corps.

Brèves

Llama 3 de Meta calé pour juillet

La prochaine itération du grand modèle de langage développée par le géant des réseaux sociaux devrait pointer le bout de son nez cet été. La principale orientation des développeurs pour cette version est « d'assouplir » le modèle afin de le rendre moins exposé à des requêtes controversées. L'exemple récent de Gemini de Google pris au piège de la diversité donne sans doute du grain à moudre aux développeurs de Meta pour améliorer non seulement la pertinence mais également la performance de la prochaine version de son LLM. Llama 3 pourrait par exemple être capable de « comprendre » des questions telles que « comment tuer le moteur d'un véhicule », c'est à dire comment l'éteindre plutôt que de mettre fin à sa vie selon le rapport qui cite de multiples sources.

Intel lance son activité autonome dédiée aux FPGA

Une dizaine de jours après l'annonce du CEO d'Intel Pat Gelsinger de scinder le fondeur américain en 2 pour doper l'activité fonderie, le groupe a lancé ce 29 février son activité dédiée aux FPGA. Cette nouvelle fait suite à la décision de la firme de sortir Altera - racheté en 2015 pour 16,7 Md\$ - de sa division datacenter et d'en faire une entité à part entière. « Nous menons une approche audacieuse, agile et orientée client pour fournir des solutions programmables et une IA accessible auprès de différents segments de marché des communications, du cloud, des datacenters, de l'embarqué, de l'industriel, de l'automobile et de l'aérospatiale militaire », a expliqué la CEO d'Altera San-

dra Rivera. En parallèle, la société a annoncé la mise en production des FPGA Agilex 7 (serie F et I) et l'arrivée prochaine d'une version pour environnements moins complexes, Agilex 3.

ProtonPass lance un app Windows

Le spécialiste de la messagerie sécurisé a annoncé le lancement d'une app Windows pour son gestionnaire de mots de passe. Celui-ci a été lancé en 2023, mais uniquement en mode web, sur Android et iOS. Dorénavant, les utilisateurs de l'OS de Microsoft pourront gérer leurs identifiants directement depuis l'application y compris en mode déconnecté (à condition d'avoir un abonnement Proton Pass Plus ou Unlimited). L'éditeur prévoit de lancer une application pour MacOS et Linux plus tard cette année.

Mots fléchés

Site à voir dans le Lot	↓	Enseignements à suivre	↓	Encombrement routier	↓	Capitale du Kazakhstan	↓	Ventre proéminent	↓	Se permet	↓	Matoise	↓
Maires en Belgique	→	Lié	→		→	Chevalier asexué	→		→	Double crochet	→		→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓	Rejoindre une cause	↓
Première page	→		→	Pied difforme	→		→	Chèvre des Pyrénées	→		→		→
Amateurs de corridas	→		→	Pronom personnel	→		→	Renforce un oui	→		→		→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓	Argon	→
	→		→		→		→		→		→	Moyen de transport pour Tarzan	↓
Pièce de literie	→	Sorti du lot	→		→	Sous le Zeppelin	→		→		→		→
	↓	Porte culotte à Ré	↓		↓	Rivière du Congo	↓		↓		↓		↓
	→		→	Exécuta	→		→	Un cap en Gironde	→	Cité à Paris	→		→
	↓		↓		↓		↓		↓	Battre	↓		↓
Mets au début	→		→		→		→		→		→		→
Elle trotte dans la tête	→		→		→		→	Célébrai	→		→		→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→	Arrose Rennes	→		→		→	Charge de baudet	→		→
	↓		↓	Massif du Sahara	↓		↓		↓	Fin de série	↓		↓
Ville thermale belge	→	Malpropre	→		→		→	Glissera	→		→		→
	↓	Acrimonie	↓		↓		↓	Fils de Bor et de Bestia	↓		↓		↓
	→		→	Troisième personne du singulier	→	Bouts de bois	→		→		→		→
	↓		↓	Enzyme	↓	Sodium	↓		↓		↓	À cet endroit	↓
Actrice française	→		→		→		→		→		→	Île au large de Marseille	→
Poèmes lyriques	→		→		→		→		→	Rebrousse poils	→	Emblèmes symboliques	→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→	Un théâtre à Paris (de la)	→		→		→	Écrivain italien	→		→
	↓		↓	Sans voiles	↓		↓		↓	Jolis cocos	↓		↓
Impératrice d'Orient	→		→		→	Fis de petites marques	→	Subir des effets	→		→		→
Manière de faire	→		→		→		→	Combattis	→		→		→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→	Comme des sardines au fond d'une boîte	→	Pour ibidem	→	Nid d'aigle	→		→		→
	↓		↓		↓		↓	Perces	↓		↓	Puissant explosif	↓
Sur-le-champ	→		→		→		→		→		→		→
Point culminant	→		→		→		→		→	Pilastre cornier	→		→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→	Qui est sauvage	→		→		→	Remplacée par l'ONU	→		→
	↓		↓	Très petit chemin	↓		↓		↓	Insignifiante	↓		↓
Premier en géographie	→	Remplissent les panses	→		→	Terrible tsar de Russie	→		→	Association de joueurs de tennis	→		→
	↓	Estuaire breton	↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→	Faire attention	→		→		→		→		→
	↓		↓	Déesse marine	↓		↓		↓		↓	Vieille radio	↓
Opposé au mal	→		→		→	Isolé	→		→	Puissant insecticide	→		→
Nigauds	→		→		→	Possessif	→		→	Indium	→		→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
	→		→		→	Souille	→		→		→		→
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓
Il plie mais ne rompt pas	→		→		→		→	Centième partie du yen	→		→	Symbole chimique du fer	→

L'inflation en baisse à 2,6 % en février

Le taux d'inflation annuel de la zone euro devrait baisser et atteindre 2,6 % en février, contre 2,8 % en janvier, selon les données publiées vendredi par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne (UE). L'inflation dans la zone euro est toujours principalement déterminée par les prix de l'alimentation, de l'alcool et du tabac, pour lesquels elle devrait s'établir, en glissement annuel, à 4 % en février, en baisse par rapport aux 5,6 % du mois précédent, selon Eurostat. Les prix des services ont également connu une baisse de l'inflation annuelle qui a atteint 3,9 % en février contre 4 % en janvier. "Un autre hiver doux qui fait baisser les prix du gaz naturel aide l'économie de la zone euro à sortir du marasme", a déclaré Peter Vanden Houte, économiste en chef pour la zone euro au sein du groupe bancaire ING.

ASSURANCES

Le service d'El Djazair Général Takaful élargi à 30 wilayas à la fin 2024

Le réseau des agences commerciales de la compagnie d'assurances El Djazair Général Takaful s'étendra à 30 wilayas du pays, à la fin de l'année en cours, a révélé mercredi à Blida son Président directeur général (P-dg), Ziane Bouziane Mahfoud. «El-Djazair General Takaful, 1er établissement public spécialisé dans l'assurance Takaful en Algérie, compte élargir son réseau d'agences commerciales à une trentaine de wilayas, avant la fin de l'année en cours», a déclaré M. Ziane Bouziane, en marge de l'ouverture de la première agence commerciale de la compagnie à Blida. Actuellement, El Djazair Général Takaful compte des agences à travers 12 wilayas du pays, dont Alger, Annaba, Sétif, M'sila, Oum El Bouaghi, Bejaia et Blida, a-t-il ajouté, annonçant que d'autres seront ouvertes dans plusieurs autres wilayas «avant la fin de l'année en cours».

INTEMPÉRIES

Plusieurs interventions de la Protection civile durant les dernières 24 heures

Les équipes de secours de la Protection civile ont effectué, durant les dernières 24 heures, plusieurs interventions suite aux intempéries ayant touché particulièrement les wilayas du Nord du pays, dont des opérations d'épuisement et de pompage d'eaux pluviales, selon un bilan rendu public vendredi par la Protection civile. Au total, 30 personnes qui se trouvaient à bord de véhicules, cernées par les eaux pluviales ou suite aux débordements des oueds, ont pu être sauvées dans les wilayas de Constantine, Jijel, Bejaïa et Mila, précise la même source, ajoutant que des opérations de sauvetage et d'évacuation de 32 familles cernées par les eaux pluviales à l'intérieur de leurs habitations, suite aux débordements des oueds ou des glissements de terrain, ont été effectuées dans les wilayas de Jijel et de Mila. Les équipes de la Protection civile ont également enregistré l'effondrement partiel de murs ou de plafonds dans les wilayas de Bouira, Bejaïa et Mila, ainsi que des glissements de terrain dans les wilayas de Tizi Ouzou et Bejaïa où aucune victime n'a été déplorée. Toutefois, les secours de la Protection civile de la wilaya de Constantine sont intervenus pour le repêchage du corps d'une personne décédée, découvert sur le bord d'un oued au lieu-dit EL Kantra El Kahla, dans la commune de Hamma Bouziane, indique le communiqué, notant que la Protection civile de la wilaya de Bouira a retrouvé le corps d'un homme âgé de 68 ans au lieu-dit Aïn Zebda après sa disparition dans une zone neigeuse au Col de Tirourda. Dans le même sillage, les éléments de la Protection civile sont toujours mobilisés pour retrouver une personne emportée par les crues d'oued El Maleh dans la wilaya de Mila. Concernant le trafic routier, les opérations de déneigement pour la réouverture des axes routiers coupés ou difficiles à la circulation, suite à l'amoncellement de la neige et au cumul des eaux pluviales, sont toujours en cours par les différents services concernés, rassure la même source.



ASSEMBLÉE DE L'ONU SUR L'ENVIRONNEMENT

L'Algérie prend part à Nairobi aux travaux de la 6^e session

L'Algérie a pris part aux travaux de la 6e session de l'Assemblée des Nations Unies sur l'Environnement, qui se tient à Nairobi du 27 février au premier mars 2024. La délégation algérienne, conduite par l'Ambassadeur Mahi Boumediene, a mis en avant, à cette occasion, les principes fondamentaux auxquels tient l'Algérie dans le cadre de l'élaboration d'une réponse globale aux défis climatiques actuels, dont la sévérité se fait ressortir davantage en Afrique, qui pourtant n'en est pas responsable et se trouve face à une vulnérabilité climatique contrariant son développement socio-économique. Elle a plaidé en faveur d'une réaction internationale concertée et coordonnée s'inspirant des responsabilités historiques de ce dérèglement environnemental et des niveaux asymétriques de développement entre les pays, en se référant aux prioritaires et spécificités nationales afin de combiner les problématiques climatiques et celles de l'agenda de développement durable 2030. L'Algérie a appelé les pays développés à honorer leurs engagements financiers envers les pays en développement afin de leur permettre d'avoir les moyens de mise en œuvre des différents instruments internationaux environnementaux, dont l'efficience dépend de la disponibilité des outils d'application. La délégation algérienne a mis en relief, à l'occasion de cette Assemblée, l'attention particulière accordée par les pouvoirs publics, sous les orientations du président de la République, M. Abdel-

madjid Tebboune, à la priorité de prémunir le pays contre les méfaits des dérèglements environnementaux actuels et de réduire autant que possible leur impact sur les conditions de vie de la population, en rappelant les principales initiatives ambitieuses entreprises par le gouvernement algérien tendant non seulement à offrir un climat de vie aussi adéquat que possible, mais aussi à préserver les richesses écologiques nationales. L'Ambassadeur Mahi Boumediene a également rappelé l'initiative du Président Tebboune d'inscrire dans la Constitution algérienne le principe de la protection environnementale et le développement durable et, de là, le droit du citoyen à vivre dans un environnement sain. La délégation algérienne n'a pas aussi manqué de réitérer la condamnation de l'Algérie concernant l'agression de l'entité sioniste contre les civils palestiniens à Ghaza et de l'impact écologique et environnemental, et de rappeler ses appels à mettre fin à la tragédie humanitaire qui s'y déroule sous les regards insensibles de la communauté internationale. Les travaux du segment de haut niveau de la 6ème Assemblée des Nations Unies sur l'Environnement ont été ouverts jeudi, à Nairobi. La cérémonie d'ouverture de cette session a enregistré une participation record des chefs d'Etat et de gouvernements africains. Au total, 11 chefs d'Etats et Premiers ministres y étaient présents, tous du continent africain. Les autres régions étaient représentées à des

niveaux inférieurs, majoritairement par des délégations ministérielles. En effet, 76 ministres de l'environnement ont pris part à cet événement, ce qui représente une participation plus élevée que celle de la dernière session tenue en février 2022. La cérémonie d'ouverture a vu aussi la participation du président actuel de l'Assemblée générale des Nations Unies, du président du Conseil économique et social des Nations Unies et de la Directrice exécutive du PNUE. La plénière du haut niveau a pour agenda la prononciation des déclarations nationales des pays participants. Le Président kenyan, William Ruto, a insisté, dans son intervention, sur le besoin de l'Afrique aux financements climatiques afin de faire face à l'impact croissant des crises environnementales ainsi que sur l'insistance de son pays à consolider le PNUE et d'en faire le mécanisme central de la réponse climatique. Il a appelé les Nations Unies à mobiliser davantage de Fonds dans le but d'agrandir l'Office des Nations Unies à Nairobi afin de le mettre au même niveau que les autres sièges onusiens se trouvant dans la sphère Nord. Les autres chefs d'Etat qui lui ont succédé à la tribune ont adopté la même position concernant les financements climatiques, qui font toujours défaut dans la politique internationale sur le climat ainsi que sur la vulnérabilité du continent africain face aux défis environnementaux.

ALGÉRIE-MAURITANIE

Signature d'un accord de coopération dans le domaine de la greffe d'organes

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé, jeudi, la cérémonie de signature d'un accord de coopération entre l'Agence nationale des greffes (ANG) et le Conseil mauritanien de don, du prélèvement et de la transplantation d'organes et de tissus humains en vue de renforcer la coopération entre les deux pays dans ce domaine. Ont cosigné cet accord le directeur général de l'ANG, Hocine Chaouche, et le président du Conseil mauritanien de don, du prélèvement et de la transplantation d'organes et de tissus humains, Abdellatif Sidi Aly. Dans son allocution à cette occasion, M. Saihi a précisé que cet accord "s'ins-

crit dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et la Mauritanie, et ce, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de coopération dans le secteur de la santé entre les deux pays frères". Il a également évoqué les principaux axes de l'accord, à l'instar de "la formation des spécialistes mauritaniens en s'appuyant sur l'expérience algérienne dans le domaine de la greffe d'organes", ainsi que "la formation de compétences des frères mauritaniens dans la prise en charge des patients atteints d'insuffisance rénale et la réalisation de greffes d'organes". Pour sa part, le directeur général de

l'ANG a expliqué que cette coopération concernera en premier lieu le domaine de la greffe rénale sur la base de l'expertise des médecins algériens afin de permettre à leurs frères mauritaniens d'acquérir des compétences médicales dans le domaine de la greffe d'organes. De son côté, le président du Conseil mauritanien de don, du prélèvement et de la transplantation d'organes et de tissus humains a souligné l'importance de cet accord pour son pays afin de lancer un programme de greffe rénale, qui constitue, a-t-il dit, "une étape importante permettant de soulager la douleur des patients atteints d'insuffisance rénale et des personnes en besoin de greffes d'organes".